

# ***l'Anti*capitaliste**

n°602 | 10 février 2022 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## ILS NE VEULENT PAS DE NOUS ?



**AVEC PHILIPPE POUTOU**

# INVITONS-NOUS À LEUR PRÉSIDENTIELLE

### **Dossier**

LA «SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION»: UN SYSTÈME UNIVERSEL POUR SORTIR DE L'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE **Pages 6 et 7**

### **ÉDITO**

De quoi Macron a-t-il peur?  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

Antifascisme: Éric Zemmour n'était pas le bienvenu à Lille!  
Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**  
Ukraine: en tenaille entre USA et Russie

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13  
Page 12



édito

Par NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## De quoi Macron a-t-il peur ?

**S**elon le journal *Libération*, « la macronie » ne souhaite pas se retrouver sur un plateau télé en présence de... Philippe Poutou. Le 7 février, on apprenait ainsi, dicit : « *Macron, qui aime la confrontation comme le répètent en boucle ses soutiens, devrait bien participer à des débats en formats plus restreints, avec les "principaux" candidats en frontal ou qui se succèdent sur un même plateau. En macronie, on ne souhaite pas voir Philippe Poutou (qui n'est pas assuré d'avoir ses 500 signatures) mitrailler le chef de l'État comme il avait attaqué François Fillon lors des débats en 2017.* »

Pourtant, son avance dans les sondages sur Philippe Poutou devrait rendre serein le président sortant. Que peut-il bien avoir à craindre ? À moins que... Il est vrai que cinq ans de Macron nous ont un peu échaudés. Celui que l'on surnomme à juste titre « le président des riches », après un départ sur les chapeaux de roue avec la défense de Benalla, a multiplié les provocations auprès des classes populaires : « *Qu'ils viennent me chercher* », « *Ceux qui ne sont rien* », « *Il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot* »... Et sa politique, au service des plus riches, a été accompagnée d'un recours systématique à la répression, souvent violente comme avec les Gilets jaunes, contre toute contestation. Serait-il plus facile de se réfugier derrière les flics que de devoir débattre avec un ouvrier sur un plateau télé ?

Macron, bien protégé derrière une campagne qui polarise le débat entre lui et les candidats d'extrême droite, ne veut sans doute pas qu'un candidat au chômage, qui a participé aux manifestations des Gilets jaunes et qui pourrait représenter « ceux qui ne sont rien » s'invite à la table des puissants. Eh bien, comme le dit le slogan que nous chantions avec les Gilets jaunes après l'affaire Benalla : « *Macron on vient te chercher chez toi* ». D'abord en arrachant les 500 parrainages, ensuite en tentant de bousculer un scénario qui semble écrit d'avance et qui pourrait être moins confortable que le président sortant ne le pense.

**BIEN DIT**  
On vit quand même  
une époque où  
Emmanuel Macron  
a moins peur de  
Vladimir Poutine que  
de Philippe Poutou.

GUILLAUME MEURICE, France Inter, 8 février 2022.

## À la Une

# Avec Philippe Poutou, invitons-nous à leur présidentielle !

*Système antidémocratique des parrainages, déséquilibre flagrant dans les médias, inégalités de moyens financiers : tout est fait pour que la présidentielle soit réservée aux candidats des partis institutionnels. Ils ne veulent pas de nous ? Tant pis pour eux, on sera là !*

**L**a semaine dernière, on apprenait, par le *Canard enchaîné*, que la candidate des Républicains Valérie Pécresse possédait, avec son mari, un tel patrimoine que même ses conseillers s'inquiétaient de l'effet que pourrait avoir cette opulence sur l'électorat. Il faut dire que les Pécresse ne se refusent rien : deux maisons à La Baule (valant au moins deux millions d'euros chacune), une autre à Versailles (plus de deux millions aussi), et l'on ne parlera pas de ses actions General Electric et des revenus de son époux (entre 1,5 et 2 millions d'euros par an). Voilà qui n'empêche pourtant pas Pécresse de dénoncer en permanence « l'assistanat » et de proposer des mesures toujours plus favorables aux riches, au détriment des classes populaires.

### La politique, une affaire de gros sous

Pécresse n'est pas une exception dans le champ politique, et l'on n'a pas oublié que Macron avait dû payer l'ISF en 2016 (après une réévaluation de son patrimoine, qu'il avait sous-déclaré), avant de supprimer cet impôt au début de son quinquennat. Et au-delà des individus, les partis institutionnels, en raison d'un mode de financement particulièrement favorable aux plus gros, reçoivent chaque année des millions, voire des dizaines de millions d'euros d'aides publiques : en 2020, LREM a ainsi touché plus de 22 millions d'euros, Les Républicains 12,8 millions, le Parti socialiste 6 millions, le RN 5,2 millions, etc. Et les indemnités des élus ne sont pas comprises dans ces chiffres.

La politique institutionnelle est donc une affaire de gros sous, avec un personnel politique à l'image de la classe pour laquelle il œuvre, et tant pis pour celles et ceux qui voudraient venir perturber le train-train des politiciens professionnels et de leurs machines électorales. Tant pis aussi, au passage, pour la démocratie... Et à l'occasion



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de l'élection présidentielle, avec notamment le système des parrainages et la répartition du temps de parole dans les médias, on se rend compte que tout cela fait système : tout est fait pour que celles et ceux qui refusent de se faire absorber par des institutions au service des possédants soient marginalisés, voire totalement inaudibles. Et certains font encore semblant de s'étonner du développement de l'abstention...

### La majorité exclue de la prise de décision

Ainsi, tout est organisé pour que celles et ceux qui voudraient radicalement et collectivement changer les choses ne puissent pas accéder au pouvoir par la voie électorale. La présidentielle est à ce titre particulièrement caricaturale : combien savent par exemple que nous devons dès maintenant engager des centaines de milliers d'euros, sans aucune certitude que nous les récupérerons en raison du système des parrainages, pour... acheter du papier pour imprimer les dizaines de millions de professions de foi qui seront envoyés aux électeurEs

quelques semaines avant le premier tour ? Pour des millionnaires et des partis qui captent la quasi totalité des aides publiques, ce n'est pas grand-chose. Pour des organisations comme la nôtre, qui se financent par des souscriptions et des cotisations militantes, c'est un tout autre problème.

Nous n'avons pas choisi les règles du jeu, et force est de constater que le moins que l'on puisse dire est qu'elles nous sont particulièrement défavorables. Par « nous », on entend ici un camp social, celui des exploitésEs, des opprimésEs, celui de la très grande majorité de la population, que l'on décourage, par tous les moyens, de faire de la politique et de se penser comme acteurs et actrices des décisions qui les concernent. On tente ainsi de les persuader qu'ils et elles n'ont pas leur mot à dire, ou alors une fois tous les cinq ans, en donnant mandat à des professionnels de la politique qui s'occuperont de tout car eux seuls sauraient ce qui est bon pour nous. Et c'est précisément à cela que nous voulons nous opposer avec la candidature de Philippe Poutou.

### Avec Philippe Poutou, renversons la table !

Le début de la campagne a déjà montré qu'au milieu des autres candidats, et notamment des politiciens professionnels de gauche comme de droite, la candidature de Philippe Poutou détonne et incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions. Et même si nous savons que les élections ne changent pas la vie, nous savons aussi que plus le nombre de voix qui se porteront sur sa candidature sera important, plus le sentiment d'isolement qui peut exister, chez celles et ceux qui tentent de résister, se réduira, et plus notre camp pourra reprendre confiance en lui, en sa force et en ses capacités d'agir collectivement pour transformer les choses.

Alors n'hésitons pas : l'obstacle des parrainages doit être franchi pour que nous nous invitons à leur présidentielle. Et par notre campagne, par nos luttes et, en avril, par notre vote, tentons de bousculer le banquet des politiciens et préparons dès aujourd'hui les lendemains d'une élection qui, quels que soient les résultats de cette dernière, devront nécessairement être placés sous le signe de la résistance et du combat pour nos droits. Faire campagne pour Philippe Poutou, c'est dire que nous refusons de nous résigner au prétendu « vote utile », qui a montré, élection après élection, à quel point il était inutile, et c'est aussi faire entendre haut et fort que nous sommes des centaines de milliers, pourquoi pas des millions, à assumer notre radicalité et à être prêts à en découdre avec Macron, les capitalistes et leur monde. Nos vies valent plus que leurs profits !  
**Julien Salingue**

## 7 DÉCEMBRE, 1<sup>ER</sup> FÉVRIER... Le mouvement du secteur social et médico-social continue !

*Les 7<sup>es</sup> rencontres nationales du travail social en lutte, organisées en octobre dernier, avaient permis l'organisation d'une mobilisation nationale historique le 7 décembre dernier. Après cette mobilisation importante qui a réuni plus de 60000 manifestantEs, les assemblées générales nationales et locales avaient appelé à organiser une nouvelle date de mobilisation nationale le 1<sup>er</sup> février.*

**E**nviron 30 000 grévistes en France, dont 6 000 à Paris, ont été décomptés pour cet acte 2 de la grève du social et médico-social. Des chiffres en baisse pour une mobilisation qui reste importante pour ce secteur.

### La question du sens du métier

Les rencontres nationales du travail social en lutte, qui réunissent collectifs et syndicats locaux, ont toujours interpellé les directions

syndicales afin de pouvoir agir de manière unitaire. Pour préparer ces deux manifestations, elles ont donc permis de renouer avec une dynamique unitaire plutôt vacillante ces dernières années. L'unité s'est même étendue à FO et la CFE-CGC pour le 1<sup>er</sup> février.

C'est donc dans l'unité que collectifs et syndicats se sont alliés pour permettre aux professionnelEs du secteur social, médico-social d'exprimer la colère, la précarité et le ras-le-bol

de leurs conditions de travail ! En première ligne depuis le début de la pandémie, exclus du Ségur, divisés par la mission Laforcade, la question du sens du métier qui lie les questions des salaires et des moyens est au centre des préoccupations des collègues.

Les revendications sont simples : l'augmentation des salaires d'au moins 300 euros net, la révision des contrats précaires en CDI ou en titularisation, le maintien des

acquis sociaux et leur amélioration, l'arrêt total de la tarification à l'acte, des contrats à impacts sociaux et des appels à projet, un accompagnement de qualité accompagné d'un financement à hauteur des besoins des personnes accompagnées. Ces revendications sont explicites : nos collègues en ont marre de cette exploitation et du sentiment de mal travailler auprès des personnes mises au ban de cette société capitaliste.

# Un monde à changer

## DES JO SUR FOND D'ATROCITÉS

Extrait d'un communiqué du Human Rights Watch.

Les Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin se sont ouverts sur fond d'atrocités et d'autres violations graves des droits humains commises par le gouvernement chinois.

Sous la présidence de Xi Jinping, les autorités chinoises commettent des exactions massives visant les Ouïghours, les Tibétains, les minorités ethniques et les croyants de toutes confessions indépendantes. Elles ont éliminé la société civile indépendante en persécutant, entre autres, militants des droits humains, féministes, avocats et journalistes. Le gouvernement a également porté un coup terrible à une société civile autrefois florissante à Hong Kong, où la surveillance technologique s'est accrue pour restreindre considérablement les droits d'expression, d'association et de réunion

pacifique, et où le recours au travail forcé est autorisé, en violation du droit international. Les autorités chinoises continuent également de menacer les membres des diasporas, les personnalités publiques et les entreprises installées en dehors des frontières de la Chine par le biais d'une campagne sophistiquée de répression transnationale.

Depuis que le gouvernement chinois a obtenu l'attribution des Jeux d'hiver 2022 en 2015, des médias ont documenté de nombreuses violations graves des droits humains par les autorités chinoises, parmi lesquelles : La détention arbitraire, la torture et le travail forcé de millions d'Ouïghours et d'autres ethnies turcophones dans le Xinjiang (la région ouïghoure); La destruction des médias indépendants, des institutions démocratiques et de l'État de droit à Hong Kong;

Les systèmes de surveillance à technologie sophistiquée permettant aux autorités d'espionner des activités pacifiques et d'ouvrir des poursuites judiciaires injustes, notamment contre les critiques partagées sur des applications, telles que WeChat; Les poursuites à l'encontre d'individus exerçant leurs droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association au nom de populations vulnérables, notamment les avocats Xu Zhiyong et Ding Jiayi, le journaliste Zhang Zhan, le moine et écrivain tibétain Go Sherab Gyatso, et des activistes de la santé publique connus sous le nom de Changsha Funeng; La détention arbitraire, la torture et la disparition forcée de défenseurs des droits humains, dont Gao Zhisheng et Guo Feixiong. Le Comité international olympique (CIO) a déclaré que ses obligations relatives aux droits humains, annoncées en 2017, ne s'appliquent pas aux Jeux d'hiver de 2022.

## ANTIFASCISME

# Éric Zemmour n'était pas le bienvenu à Lille!

1500 personnes, jeunes dans leur grande majorité, ont manifesté dans les rues de Lille le samedi 5 février contre la venue de Zemmour, dans une ambiance dynamique et combative. Parmi elles, un large spectre d'organisations étaient représentées : Jeune Garde, Solidaires, CGT, FSE, NPA, JC, UCL LO, RP, FI, EÉLV notamment.

T rès symboliques ont été ces moments nombreux où le cortège s'arrêtait et les manifestantEs entonnaient, en se tenant l'épaule : « *La jeunesse emmerde Éric Zemmour* ». Il y avait de la joie dans cette manifestation, celle de se retrouver nombreux et nombreuses, déterminés et solidaires pour refuser le monde de Zemmour, Le Pen, C News, BFMTV et autres. Ce sont

ces mobilisations qui permettent la prise de conscience de la force que nous représentons.

### Face au bloc nationaliste

Rien n'est inéluctable, en effet. Par nos actions, il est possible d'arrêter le développement, avec Zemmour et Le Pen, d'un bloc nationaliste basé sur le racisme, le sexisme et les LGBTphobies, la montée de l'autoritarisme et les offensives

contre nos droits sociaux et libertés publiques. Bien sûr, pour être victorieuse, une telle bataille ne pourra pas être uniquement défensive mais poser, en positif, la question de la transformation de la société. La montée de l'extrême droite trouve, en effet, sa source tant dans la destruction de nos droits sociaux et de notre planète que dans la faiblesse des réponses de la gauche pour y faire face, gagner des batailles et

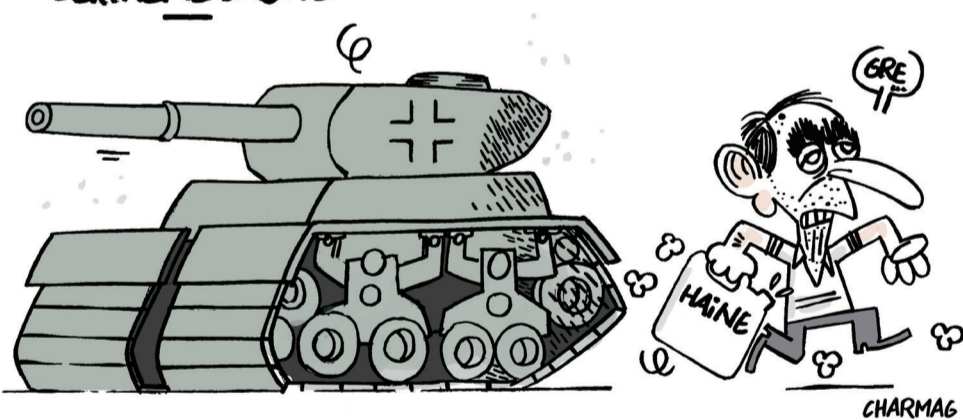
proposer une alternative. C'est à l'ensemble de ces questions qu'une riposte antifasciste doit aujourd'hui s'atteler.

### Un jalon posé dans la construction de la riposte

Ce succès de la contre-manifestation du 5 février n'avait rien d'évident. La tradition unitaire à Lille est, en effet, faible, et ce n'est qu'une dizaine de jours avant la venue de Zemmour que la préparation de la manifestation a débuté, sous l'impulsion de la Jeune Garde tout récemment créée à Lille. Le succès d'une contre-manifestation organisée aussi tardivement témoigne de l'importance du potentiel de mobilisation unitaire de la lutte antifasciste aujourd'hui, sans doute le plus important depuis le mouvement Ras l'Front, il y a une trentaine d'années. Le succès de la mobilisation lilloise est donc un précieux jalon posé pour la construction, sur la métropole lilloise, d'un regroupement unitaire pérenne contre l'extrême droite et pour la transformation de la société.

Correspondant

## ZEMMOUR SI PHONNE L'EXTRÊME DROITE



## Les suites du mouvement restent à construire

Face à cette situation inédite dans le social, c'est la course de vitesse entre salariat et patronat. Ces derniers tentent de surfer sur la colère pour avancer sur leur projet de casse des conventions et des acquis sociaux. Le 17 février, ils vont demander, lors d'une AG extraordinaire de leur Medef du secteur, les pleins pouvoirs afin de pouvoir dénoncer les conventions collectives existantes. Puis, dès le lendemain, main dans la main avec le gouvernement, ils ouvriront la conférence des métiers pour y faire un chantage odieux : des miettes, des petites augmentations de salaire en début de carrière contre la remise en cause des acquis existants dans les conventions actuelles. Finis les congés trimestriels, finis les jours de carence supprimés au bout d'un an,

finis les jours enfant malade et tant d'autres droits que nos collègues ont défendus ardemment pour nos conditions de vie et de travail depuis des dizaines d'années ! Impossible que nous laissions passer ça ! Il faut revendiquer l'augmentation de salaire et la généralisation des acquis sociaux contenus dans chaque convention.

Les patrons et les financeurs commencent à nous prendre au sérieux : après avoir été reçus par un gratte papier au ministère des Solidarités, le Premier ministre concède une rencontre avec un de ses conseillers. Nous n'attendons rien de ces gens, mais c'est le signe qu'ils ne peuvent plus nous ignorer et que la lutte doit continuer !

Les suites du mouvement restent à construire mais d'ores et déjà, l'ensemble des collègues en poste ou en formation, des collectifs et syndicats



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

sont invités à participer aux prochaines Rencontres nationales du travail social en lutte à Poitiers les 12

et 13 mars, et peuvent s'inscrire par mail : [rencontresTSenlutte@gmx.fr](mailto:rencontresTSenlutte@gmx.fr).  
Correspondante

## Le chiffre

# 137 milliards

C'est en euros le montant des profits des entreprises du CAC 40 en 2021. Soit deux fois et demie le budget de l'Éducation nationale. De l'argent, il y en a...



## Agenda

**Tous les vendredis, minute de silence pour dénoncer la mort programmée de l'hôpital public.** À 14h (rdv à 13h45), à l'appel du collectif inter-hôpitaux, partout en France, nombreux et nombreuses hospitalierEs se retrouvent devant leur hôpital pour protester en silence contre la casse de l'hôpital public. Ils et elles appellent les usagerEs à les rejoindre.

**Samedi 12 février, « Médias & extrême droite : halte à la banalisation », Paris.**

De 13h à 19h, salle Olympe-de-Gouges, Paris 11<sup>e</sup>. Journée de débats organisée par Acrimed et Visa (lire page 11).

**Samedi 12 février, manifestation du comité Adama, Paris.** À 14h, République.

**Samedi 12 février, déambulation nocturne contre le fascisme et l'extrême droite, Paris.** À 19h, départ M<sup>o</sup> Père-Lachaise direction Belleville, puis République et Strasbourg-Saint-Denis.

(antiracisme-solidarite.org)

**Mercredi 16 février, rassemblement « Bouge ta préfecture » pour l'accès aux préfectures des étrangerEs, Bobigny.**

À 14h30, devant la préfecture de Seine-Saint-Denis Bobigny, M<sup>o</sup> Pablo-Picasso, Tram T1.

## NO COMMENT

Il n'y a pas un Français qui pense qu'il [Emmanuel Macron] n'a pas été un bon président de la République.

GÉRALD DARMANIN, France Inter, 6 février 2022.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## BIRMANIE/MYANMAR Une grève silencieuse massive exprime la résistance

La semaine dernière, le premier anniversaire du coup d'État militaire a été marqué par une grève silencieuse dans tout le pays. À l'international, de nouvelles sanctions ont été prises.

Mardi 1<sup>er</sup> février, un triste anniversaire sonnait pour le Myanmar : il y a un an était organisé par les militaires le coup d'État, et était instauré l'état d'urgence, qui a depuis été prolongé jusqu'à la fin de 2022. Ce jour-là, des informations en provenance de Rangoon ont fait état de coupures d'électricité dans certaines parties de la ville, probablement dans le but de forcer les gens à quitter leur domicile et d'éviter que le pays ne ressemble à une ville fantôme pendant la « grève silencieuse ». Quoi qu'il en soit, la grève a été un succès, les images prises dans les grandes villes montraient des rues et des marchés vides. De nombreux magasins ont ouvert leurs portes pour éviter les arrestations, mais étant sans clients, cela ne faisait guère de différence.



Le jour de la «grève silencieuse». DR

### «Ne jamais revenir à 2001-2002»

Si la grève a été un succès retentissant et a délivré un fort message de l'opposition au régime, la journée a été entachée par un incident particulièrement tragique et sans précédent. Aung Aung, un homme du district de Kyaukpadaung, dans la région de Mandalay, s'est versé de l'essence sur le corps et s'est brûlé vif en signe de protestation contre les militaires. Il s'est immolé par le feu près d'un bureau d'électricité après avoir écrit un mot où l'on pouvait lire : « Que les gens aient de l'électricité 24 heures sur 24, et ne reviennent jamais à 2001-2002 ». Il s'agissait apparemment d'une référence aux fréquentes coupures d'électricité décidées par la junte et peut-être aussi aux sombres aspects du régime militaire d'il y a vingt ans. Les images et les vidéos ont explosé sur les médias sociaux, beaucoup partageant le dessin d'un homme en feu.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont également marqué la journée par de nouvelles sanctions contre des dirigeants militaires, en particulier ceux qui travaillent dans le système judiciaire de la junte et le comité électoral, ainsi que des partenaires impliqués dans l'achat d'armes. Parmi les personnes désormais sanctionnées par les États-Unis figurent : l'important homme d'affaires Tay Za et deux de ses fils, qui dirigent le groupe Htoo [construction, exportation de bois, compagnie d'aviation, mines, hôtels, tourisme] ; Jonathan Myo Kyaw Thauang, PDG du groupe KT [aviation, propriété foncière, pétrole, gaz, transport par containers, etc.] ; Thida Oo, procureur général de la junte, Tun Tun Oo, juge en chef de la junte, et Tin Oo, président de la commission anti-corruption de la junte. Washington a également inclus la direction des achats de l'armée, qui, selon lui, achète des armes à l'étranger, et la KT Services & Logistics Company Ltd, qui fait partie du KT Group.

Le Royaume-Uni n'a pas imposé de sanctions à Tun Tun Oo, mais a ajouté Thein Soe, président de la Commission électorale de l'Union. Le Canada a sanctionné Thida Oo, Tun Tun Oo et Tin Oo. Les sanctions coordonnées entre les trois pays semblent être une réponse à l'abus de pouvoir de la junte au sein du système judiciaire, utilisant les tribunaux comme une arme pour enfermer ses opposants. Dans une déclaration publiée par le ministère des Affaires étrangères du pays (Affaires mondiales Canada), il est indiqué que « ces sanctions ciblent les hauts responsables du régime qui utilisent leurs rôles respectifs pour fouler aux pieds l'État de droit et éliminer l'opposition politique ».

Frontier Myanmar, traduction À l'Encontre

Ce convoi représente une action importante d'une extrême droite canadienne en croissance, un mouvement influencé par les droites au sud de leur frontière, dirigées par Donald Trump, et parallèles à elles.

### Trudeau «fou d'extrême gauche»

Donald Trump a publié une déclaration qualifiant le Premier ministre canadien Justin Trudeau, du Parti libéral, de « fou d'extrême gauche » qui a « détruit le Canada avec les réglementations insensées du covid ». Trump a soutenu le Convoi de la liberté canadien et a suggéré aux camionneurs des États-Unis de l'imiter et de manifester à Washington DC.

Le Convoi de la liberté dénonce Trudeau comme le responsable des politiques de santé auxquelles ils s'opposent. Pour sa part, lors d'une conférence de presse, Trudeau a souligné que 90 % des camionneurs, comme tous les Canadiens, sont vaccinés, et que le Freedom Convoy ne représente qu'une « petite minorité marginale ». Deux auteurs et militantEs canadiens de gauche, Judy Rebick et Corvin Russell, tout en dénonçant les insuffisances et la mauvaise orientation de la politique canadienne face à la pandémie, ont souligné dans un article paru le 4 février que « l'absence de toute réponse cohérente et organisée de la gauche a été flagrante, en particulier de la part des syndicats, qui n'ont fait que publier des déclarations tardives et tièdes ».

### «Don't Tread On Me»

Au centre de la protestation se trouve une loi canadienne qui oblige désormais les camionneurs revenant des États-Unis, où le Covid-19 sévit, à s'isoler pendant quatorze jours. Comme aux États-Unis, parmi les protestataires, on trouve des opposants racistes aux immigrés étrangers. Certains portent le drapeau canadien mais d'autres le drapeau américain Gadsden (qui représente un serpent à sonnette avec la devise

## CANADA Les manifestations des camionneurs montrent la force du Trumpisme au nord de la frontière

Les camionneurs d'un prétendu « Convoi de la liberté » (« Freedom Convoy ») ont conduit des manifestations de centaines et parfois de milliers de personnes dans plusieurs villes canadiennes contre toutes les réglementations sanitaires en cas de pandémie, telles que l'obligation de vacciner et les tests.



DR

« Don't Tread On Me » – « Ne me marche pas dessus ») couramment porté dans les manifestations de droite aux États-Unis, et quelques-uns arborent des croix gammées. Le parti conservateur a apporté son soutien aux manifestations. Le sénateur conservateur Dennis Patterson a en conséquence démissionné du parti et déclaré : « Soyons clairs : si vous brandissez un drapeau nazi ou confédéré, vous vous déclarez comme une personne qui embrasse la haine, le sectarisme et le racisme. »

Les manifestations ont impliqué des centaines de camions, et même des engins de terrassement, et les manifestants ont également organisé des campements, bloquant même les principales artères de la ville d'Ottawa, la capitale du Canada. Le Convoi de la liberté a également manifesté dans des villes du Québec, du Saskatchewan, du Manitoba et

de la Colombie-Britannique. Par le biais de GoFundMe (une plateforme de collecte de fonds), le Convoi a récolté 10 millions de dollars canadiens, mais GoFundMe a saisi les fonds en raison des manifestations violentes du groupe.

### «La santé, pas la haine»

Les camionneurs, qui possèdent généralement leurs propres camions, représentent la classe moyenne inférieure, base classique de nombreux mouvements de droite. Ils sont et se considèrent comme des petits entrepreneurs, bien que leurs conditions de travail et de rémunération ne soient souvent pas très différentes de celles des salariéEs. Par les temps qui courent, face à une économie instable, à la hausse des prix du carburant et aux restrictions gouvernementales, certains sont descendus dans la rue.

Il y a six ans, lorsque je suis allé m'adresser à une convention américano-canadienne des travailleurs du transport, j'ai été surpris de trouver quelques partisans de Trump parmi eux. Aujourd'hui, au Canada, les idées de droite se développent. Lorsque Trump a banni les réfugiés syriens en 2017, 25% des CanadienEs ont déclaré que leur pays aurait dû faire de même. En 2018-2019, un mouvement de « Gilets jaunes » au Canada a attiré des dizaines de milliers d'adeptes sur Facebook et a organisé de petites manifestations contre une taxe sur le carbone, s'est opposé aux oléoducs et s'est dressé contre les « mondialistes des Nations unies ». Leurs rangs étaient truffés de suprémacistes blancs, d'antisémites et de racistes anti-immigrés.

Au Canada subsistent cependant des traditions syndicales et de gauche. À Toronto, des centaines de travailleurEs de la santé masqués ont protesté contre le convoi en portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « La santé, pas la haine ». À Vancouver, en Colombie-Britannique, des manifestantEs ont même bloqué le Convoi de la liberté. Comme l'écrivent Reik et Russell, « si le mouvement syndical doit avoir une quelconque pertinence à l'ère du Covid, il doit se mobiliser pour contrer et même arrêter les manifestations d'extrême droite dans tout le pays, et formuler des revendications offensives qui répondent aux besoins fondamentaux des travailleurEs ».

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## MALI Barkhane ou barre-toi ?

En plus de la guerre, la France mène une diplomatie asymétrique avec le Mali, faite de sentiment de supériorité et d'arrogance en dépit du résultat peu reluisant de Barkhane. Quant à la junte malienne, en place depuis le coup d'État d'août 2020, elle profite de l'exaspération des populations pour affermir ses liens avec les mercenaires russes de Wagner.

Depuis le début de l'intervention française au Mali en 2013 avec l'opération Serval, la France a mené cette guerre comme elle l'entendait, sans prise en considération de l'avis des autorités du pays et a fortiori des populations.

### En terrain conquis

Dès le début, au nord du Mali, l'armée française a travaillé de concert avec le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) organisation armée de Touaregs qui était pourtant à l'origine de la crise avec ses attaques au nom de l'indépendance de l'Azawad. Paris a laissé leur milice s'installer notamment aux alentours de Kidal, sans faire aucun effort pour que l'État puisse reprendre ses prérogatives dans cette région. Beaucoup de MalienEs ont vu, dans l'alliance entre l'armée française et le MNLA, un mépris de l'intégrité du territoire du Mali, en tout cas une complicité problématique.

Puis, la guerre s'éternisant et en l'absence de résultats tangibles dans le domaine sécuritaire, les populations, lors d'une Conférence d'entente nationale tenue en avril 2017, appelaient à ouvrir un dialogue avec les groupes armés islamistes. Là aussi la France s'y est opposée et a fait des pressions considérables pour éviter que les pourparlers ne s'engagent. Ainsi c'est trois ans après, au vu de la dégradation de la situation, que le gouvernement malien d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a commencé à prendre langue avec les rebelles dans certaines régions du pays.

### Silence dans les rangs

Et quand Toumani Djimé Diallo, l'ambassadeur malien auditionné par le Sénat en février 2020, se permet une critique sur le comportement des militaires français à Bamako, c'est aussitôt l'indignation générale. Christian Cambon, président de la commission de la défense du Sénat, menace d'un retrait des troupes françaises.

L'ambassadeur est rappelé à Bamako et le ministre des Affaires étrangères, Tiébilil Dramé, doit se déplacer pour faire amende honorable.

Pour Macron et Le Drian, la junte est illégitime. On dénie au Premier ministre malien le droit d'émettre une critique sur la réorganisation de Barkhane à l'Assemblée générale de l'ONU. On conteste aux autorités le droit de contrôler les troupes étrangères qui s'installent au Mali. Rappelons que le dossier d'acception pour les troupes danoises était toujours en cours d'étude. On réprovoie le souhait du Mali de revoir les accords militaires passés entre les deux pays.

### Wagner, la mauvaise partition

Avec IBK, les choses étaient claires, pour Paris il était légitime, peu importe si sa seconde élection était entachée de fraudes électorales et, surtout, il disait oui à tout. La junte militaire c'est différent. Non qu'elle soit plus progressiste ou plus nationaliste, elle tient

seulement compte du rapport de forces qui s'est installé depuis un an et demi suite aux mobilisations populaires. Faute de pouvoir présenter des succès, la junte fait miroiter aux populations que les mercenaires de Wagner seraient la solution. Rappelons que Wagner s'est pris une sérieuse défaite lors de son intervention dans l'État de Cabo Delgado au Mozambique contre les djihadistes. Quant à la Centrafrique où ils interviennent, le pillage du pays s'accompagne de nombreuses violations des droits humains.

La situation au Mali, comme dans les autres pays du Sahel ne se règlera pas par les armes. Les djihadistes ainsi que les autres groupes armés prospèrent sur les conflits faute d'une intervention efficace de l'État. Il y a au moins deux problèmes majeurs : la stigmatisation de la communauté peule, associée à tort aux groupes djihadistes, nourrissant des oppositions intercommunautaires ; la compétition pour l'accès aux ressources qui devient notamment, avec la crise climatique, de plus en plus conflictuelle. Il y a donc besoin d'une médiation reconnue par tous et assise sur l'autorité de l'État. C'est un processus qui est long mais bien plus efficace et surtout moins coûteux en vies humaines que d'essayer de régler les problèmes par les armes.

Paul Martial

# UKRAINE En tenaille entre USA et Russie

Odeurs de gaz et bruits de canon en Ukraine.

SEULE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE SALIVERA LE MONDE



Le lundi 7 février, Macron s'envolait pour Moscou. Retour par Kiev et Berlin. Le nouveau président intérimaire de l'UE se pose en champion de la désescalade, au plus fort d'un insupportable bras de fer entre les USA et la Russie, accompagné de cliquetis d'armes, à propos de l'Est de l'Europe. Macron se flatte de convaincre Poutine d'abandonner des menaces – réelles ou supposées – d'invasion de l'Ukraine. Certes, 100 000 militaires russes sont massés à la frontière ukrainienne. Rien d'anodin de la part de Poutine. Mais Biden, de son côté, a choisi d'encourager les États membres de l'Otan à fournir à l'Ukraine armes et conseils. Certains regimbent, comme l'Allemagne et la France. D'autres s'y avancent, comme la Grande-Bretagne et la Pologne. Les États-Unis restent le principal bailleur militaire de l'Ukraine (leur ambassade à Kiev annonçait le 22 janvier l'arrivée d'un premier avion cargo porteur de 90 tonnes d'« aide létale »). En haut lieu, on joue avec le feu. Pourquoi ?

## Sur le pied de guerre pour la paix en Ukraine ?

Une vraie guerre ensanglante toujours le Donbass, aux confins de l'Ukraine et la Russie. Les médias en montrent à l'occasion les tranchées enneigées<sup>1</sup>. Une guerre dont les épisodes les plus chauds ont eu lieu en 2015-2016, mais qui continue de meurtrir une population ouvrière et paysanne déjà déshéritée : plus de 13 000 morts dont 3 300 civils, plus de 30 000 blessés et un

million et demi d'habitants qui ont pris le chemin de l'exode. En même temps que la Russie annexait la Crimée au printemps 2014, elle encourageait la sécession des républiques séparatistes de Donetsk et Louhansk, dans le Donbass, aux frontières desquelles s'affrontent militaires ukrainiens et séparatistes – ne fleurant l'avant-garde ni les uns ni les autres, terreau au contraire favorable à bien des nids de « fachos ». Plus au sud de cette frontière russo-ukrainienne, au niveau du détroit de Kertch, Poutine a fait construire un pont de 18 km qui relie la Crimée à la Russie mais surtout permet à cette dernière de contrôler l'entrée de la mer d'Azov, une voie de transit maritime de quelque importance pour l'approvisionnement de l'Ukraine.

Autant de points chauds, exacerbés par les rumeurs d'invasion russe alimentées par les USA. L'annonce récente du départ des personnels d'ambassades occidentales, dont celle des États-Unis, a augmenté la panique. Une chose est certaine : les puissances occidentales ne se préparent pas à venir en aide aux

populations de l'Ukraine sinistrée, on ne les a vues dans ce rôle ni en août 2020 en Biélorussie, ni en ce début d'année au Kazakhstan.

## La guerre pour les profits du gaz, de l'armement et tutti quanti

Il y a d'abord le gaz russe. Aujourd'hui quelque 40 % du gaz importé dans l'UE vient de Russie, même si c'est de façon diverse selon les États et leurs politiques énergétiques – toutes en pleine reconversion. Autriche et Slovaquie en sont dépendantes à 100 %. L'Allemagne à 50 %. La France à 20 %. Les autres exportateurs sont les pays du Golfe, l'Égypte, l'Algérie... mais aussi les USA dont le gaz naturel liquéfié est sur les rangs, depuis la politique d'extraction intensive de gaz de schiste. Un sommet USA-Europe consacré à la sécurité énergétique devait se tenir le 7 février, qui – sur fond d'inflation mondiale des carburants – pourrait éclipser le voyage de Macron à Moscou. C'est la guerre du gaz, entre pays producteurs mais aussi entre voies d'export-import. Le gaz

russe passera par ici ou passera par là ? Passera par l'Ukraine, encore plaque tournante ?

## Reste l'adhésion à l'Otan... c'est-à-dire au commerce des armes

Pourquoi cette nouvelle relance par les USA de l'Otan, et les fortes pressions depuis près de 20 ans pour que les États de l'est européen y adhèrent ? L'Europe des 27 devrait-elle se protéger d'un ennemi russe ? Ou ne s'agit-il pas, plus trivialement, de pistonner le marché des armements ? *Le Monde* du 5 février évoquait les efforts de Le Drian pour aider la Roumanie à moderniser sa flotte de la mer Noire. USA et France sont sur les rangs pour empocher les dividendes des milliards d'euros de modernisation de l'armée roumaine. Les USA augmentent leurs effectifs militaires sur le terrain : 10 000 soldats US devraient s'installer dans les années à venir sur une ancienne base du temps de l'URSS, modernisée. C'est aussi la guerre pour la vente des armements, conventionnels et nucléaires. Et la rivalité est rude entre les champions de l'exportation de ces joujoux dans le monde : USA (37 %), Russie (20 %), France (8,2 %), Allemagne (5,5 %), Chine (5,2 %), Angleterre (3,3 %)². « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels », disait Anatole France. Aujourd'hui ce sont les Ukrainiens en première ligne – et qui à leur suite ? – qu'on appelle à mourir pour les multinationales du gaz et des armes.

**Michelle Verdier**

1 – Sur la situation dans cette partie de l'Ukraine, lire le roman témoignage du journaliste du Monde, Benoît Vitkine, intitulé *Donbass*, au Livre de Poche (2021).

2 – SIFRI, statistique portant sur les quatre années 2016-2020.

# RACISME Le meurtre de Moïse Kabagambe laisse le Brésil en état de choc

Au Brésil, le racisme affiche sans complexe son aspect le plus violent : le décompte, jour après jour, des morts de personnes noires.

Les cas de violence, ainsi que la faim, la misère, le chômage et le manque de logement démontrent qui sont les principales victimes de la crise. Il est de plus en plus évident de voir qui est le plus vulnérable, qui devient une cible désignée, et qui verra ses droits les plus élémentaires déniés. L'héritage de l'esclavage et la consolidation du racisme comme élément structurant du système capitaliste font qu'il ne reste que la précarisation, l'incarcération et la mort pour maintenir les profits d'une bourgeoisie majoritairement blanche et raciste.



## Naturalisation du racisme

Le cas de Moïse Kabagambe a choqué le pays une fois de plus. Ce jeune Congolais de 24 ans est arrivé au Brésil encore adolescent avec sa famille demandeuse d'asile. Ils avaient quitté leur pays pour tenter de survivre et chercher un avenir. Mais le racisme et la xénophobie lui ont coûté la vie. Le jeune immigrant a été torturé publiquement et battu à mort pour avoir revendiqué le paiement de deux jours de travail, d'un montant de 200 réals (environ 30 euros), dans un kiosque appelé Tropicália au poste 8 de Barra da Tijuca, à Rio de Janeiro.

Le masque du mythe de la démocratie tombe tous les jours quand on suit les indicateurs de la violence dans plusieurs États brésiliens, que ce soit le nombre de prisonniers, de victimes de violences policières, de massacres et de morts barbares par racisme, comme ce fut le cas pour Moïse. Cette affaire montre clairement, de tous les points de vue, comment le racisme est naturalisé. C'est comme ça qu'ils traitent les jeunes noirs ! Moïse s'est plaint d'un retard dans son paiement et a été battu et ligoté en public. L'humiliation de devoir réclamer son propre salaire, et d'être encore torturé publiquement, comme au temps de l'esclavage, montre à quel point le racisme au Brésil atteint encore des niveaux plus que préoccupants ! Les tueurs n'ont pas semblé gênés, car il y a une forte naturalisation, à la fois du travail des Noirs comme précaire, de l'invisibilité de ces corps, et du traitement inhumain que la structure raciale et inégalitaire du Brésil induit.

## La lutte antiraciste doit s'élargir

L'État brésilien doit assumer sa responsabilité dans la mort de Moïse et garantir à sa famille la protection et le respect de tous leurs droits. De même, le kiosque Tropicália et les tueurs doivent également assumer leur responsabilité. Le message doit être clair : nous n'acceptons pas ce type de barbarie. De nombreux jeunes réfugiés vivent eux aussi au Brésil sous un régime de travail précaire qui a conduit à la mort du jeune Congolais ; de nombreux Africains vivant ici sont traités de manière humiliante sur les lieux de travail, dans les universités et dans divers secteurs de notre société.

Notre combat est celui des Noirs, et nous ne pouvons accepter que les racistes de notre pays continuent à perpétuer cette forme de domination et d'agression. La lutte antiraciste doit s'élargir chaque jour, à l'image de la mobilisation du 5 février suite à la mort de Moïse, et le sentiment d'injustice qui a choqué le Brésil ces derniers jours doit servir d'essence pour enflammer le sentiment d'indignation de la majorité de la classe ouvrière noire de notre pays. Nous sommes prêts à lutter parce que le racisme est toujours un mal enraciné dans la société brésilienne, et qu'il doit être combattu par la lutte antiraciste.

**Josemar Carvalho et Zeinede Lima**

# PORTUGAL Un cycle de majorité absolue pour le PS

Les élections du dimanche 30 janvier au Portugal ont donné au Parti socialiste (PS) une majorité absolue de députés. La gauche (Bloco de Esquerda et PC) a subi une défaite majeure provoquée par l'illusion d'une bipolarisation annoncée dans les sondages mais qui s'est révélée erronée. La droite traditionnelle (PSD-Parti social-démocrate, CDS) a subi une nouvelle défaite, ne parvenant pas à rassembler les votes et ouvrant la voie à la nouvelle et à l'ancienne extrême droite, à Chega (« Assez ») et à l'Initiative libérale (IL).

Face aux sondages des derniers jours, plaçant le PS et le PSD à égalité, et avec le PSD faisant des ouvertures en direction de Chega (extrême droite populiste et raciste) et de l'Initiative libérale (droite libérale radicale) pour une coalition, et annonçant la fin du salaire minimum national et autres désastres, le peuple de gauche a couru voter pour le PS.

## Vote utile pour le PS

Des gens qui ont découvert étonnés, dimanche soir, qu'au final l'écart était de 13 points entre le PS et le PSD et qu'ils avaient donné naissance à une majorité absolue pour le PS, un résultat que ce dernier n'avait obtenu qu'avec José Sócrates, en 2005 [Premier ministre de mars 2005 à juin 2011]. Le résultat a été marqué par des transferts électoraux de dernière minute et par la polarisation de l'électorat centriste derrière António Costa du PS.

Bien que nous vivions encore les derniers jours de la pandémie, avec 10 % de la population confinée,

il y a eu une augmentation de la participation électorale (58 % des votes à l'échelle nationale, avec un taux de participation encore plus élevé dans certains cas, comme à Lisbonne avec 62 %). Le PS a gagné 350 000 voix, tandis que la gauche (Bloco de Esquerda et PC) est passée d'environ 900 000 à un peu moins de 500 000. Dans cette compétition, le vote utile s'est révélé déterminant : le Bloco a perdu la moitié de sa base électorale et est passé de 19 à 5 députés ; le PCP a obtenu le pire résultat de son histoire en termes de voix et de sièges (il a perdu la moitié de ses députés, dont certains étaient des références importantes).

Le Parlement se retrouve avec moins d'élus de gauche. Ainsi, pour le Bloco, le nouveau cycle politique sera celui de l'opposition de gauche à la majorité absolue du PS, cela en participant et stimulant les luttes sociales qui renvoient à la fracture sociale du pays : santé, précaire, égalité, transition climatique. La bataille pour l'activation d'une

opposition parlementaire solide est toujours aussi fondamentale, mais l'affrontement social acquiert de nouveaux traits, car au cours de ces quatre années, la gauche devra mobiliser une base sociale et militante plus importante. Ce sera la façon d'affronter la majorité absolue.

## Mobilisation de gauche contre la majorité absolue

Certains s'empresseront de voir dans ces résultats une faillite rétroactive du « modèle portugais » (qui, étant portugais, n'a jamais voulu être un modèle) du soutien parlementaire autonome sans participation au gouvernement. Pour que le débat soit rigoureux, il convient de noter que cet accord parlementaire a été conclu en 2015 et a pris fin en 2019. Lors des élections de cette année-là, le Bloco a maintenu ses 19 députés. Mais par la suite, le Parti socialiste a rejeté un accord avec la gauche et mis fin à la « jeringonça » [le « bidule »]. C'est dans ce contexte, après deux

ans d'opposition, au cours desquels le Bloco a voté contre deux budgets d'État (le PCP n'a voté que contre le dernier), que cette défaite électorale s'est vérifiée.

Le cycle de la majorité absolue pour les quatre prochaines années représente un danger, surtout dans deux domaines : pour les services publics, compte tenu de l'antagonisme entre le PS et l'école publique et de sa détermination à protéger le système de santé privé ; au plan de l'économie, compte tenu du fait que le PS protège les activités des grandes entreprises et utilise le système fiscal pour transférer des ressources en faveur du capital, comme il pourra le faire à nouveau, par exemple, pour compenser l'augmentation du salaire minimum. L'inflation, bien qu'encore faible, range déjà les revenus du travail, dans de nombreux cas également pénalisés par l'augmentation du coût du logement. C'est donc une fois de plus dans la sphère sociale que se jouera la suprématie ou l'érosion de cette majorité absolue. Arrivé au sommet de son pouvoir, Antonio Costa est maintenant confronté à toutes les difficultés qu'il a créées, ignorées ou exacerbées. De notre côté, la gauche construira sa force sur la clarté et l'énergie de sa mobilisation contre la majorité absolue.

**Francisco Louça**



## LA «SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION» :

# UN SYSTÈME UNIVERSEL POUR SORTIR DE L'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE

« **L**a nourriture nous constitue, c'est pour cela qu'elle est si importante. Chargés de culture, de symboles, de valeurs matérielles et immatérielles, les aliments jouent un rôle social et politique, autant pour celles et ceux qui les produisent que pour celles et ceux qui les mangent. » (Bénédicte Bonzi, docteure en anthropologie sociale)

La crise sanitaire a remis sur le devant de la scène les files d'attente devant les distributions d'aide alimentaire. Pour la première fois depuis plusieurs années, en 2021, la consommation de produits alimentaires bio en France recule, compromettant l'objectif pourtant insuffisant du ministère de l'Agriculture d'atteindre 18% de surfaces agricoles en bio en 2027. Cela reste une consommation marginale.

Cela doit nous questionner sur l'alimentation : qui produit la nourriture ? comment et pourquoi ? La proposition d'une sécurité sociale de l'alimentation, présentée dans ce dossier, est une réponse possible : socialiser l'alimentation pour la sortir des logiques capitalistes, aller vers une démarchandisation de l'alimentation, en s'appuyant sur le modèle de la sécurité sociale. La mise en place d'une telle organisation de la production alimentaire, à une échelle collective et macro-économique, ne peut naître que d'un rapport de force élevé. Dans le même temps, l'existence de ce projet, avec ses nombreux points à mettre en débat, peut donner confiance et nourrir les luttes à mener. C'est, dans tous les cas, un chantier enthousiasmant, dans lequel les anticapitalistes doivent prendre leur place.

**Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA**

## LE CAPITALISME, À LA SOURCE DES DÉSÉQUILIBRES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

**L**e capitalisme, à la source des déséquilibres agricoles et alimentaires, génère plusieurs violences. Mondialisée, la filière alimentaire s'appuie sur un passé d'exploitation coloniale et sur des rapports inégaux entre pays. Les matières premières agricoles sont un objet de spéculation comme un autre sur les marchés financiers. La crise du covid a entraîné des perturbations dans la production alimentaire et une hausse des prix mondiaux de 40%.

### Violence alimentaire

La violence alimentaire empêche une personne d'accéder à son droit à l'alimentation, ce qui donne lieu à des atteintes physiques et morales. C'est une violence structurelle, qui veut faire peser la responsabilité de la situation sur la personne impactée, laquelle doit fournir des efforts pour mieux se nourrir, afin de prévenir ses problèmes de santé (diabète, obésité...), alors que ce sont les causes de la situation qui doivent être modifiées. 22% des ménages avec enfants, en France, sont en situation d'insuffisance alimentaire, le budget alimentaire devenant une variable d'ajustement, compte tenu de l'augmentation des charges d'un budget domestique. Dans le monde, l'alimentation est un moyen pour les classes dominantes d'asseoir leur pouvoir. La faim peut être une arme de guerre, alors que le droit à l'alimentation apparaît dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, mais sans aucun encrage législatif en France.



Il s'agit d'une violence physique et psychologique, tant pour les bénéficiaires que pour les bénévoles quand ceux-ci prennent conscience de ce système.

### Violence contre les paysanEs

La violence est aussi subie par les paysanEs et les travailleurEs de la filière. C'est l'ensemble de la filière alimentaire qui est à considérer, non seulement les parties production et consommation, mais aussi transformation et distribution. Les rapports de domination, d'exploitation et de classe sont bien présents dans chaque pan de cette filière : beaucoup de salariéEs, souvent étrangerEs, exploitéEs, (saisonnierEs agricoles, travailleurs et travailleuses en abattoirs, dans la grande distribution, travail forcé dans

certain pays, travail gratuit des femmes).

Les paysans et paysannes, dans le monde, représentent 570 millions de personnes, les femmes

produisant 70% de la nourriture. En France, isoléEs, mal rémunéréEs pour le travail difficile qu'ils et elles effectuent (un tiers des paysanEs touchait moins de 350 euros par mois en 2016), frustréEs de ne plus pouvoir nourrir correctement la population, ils et elles vivent aussi une violence extrême. En 2019, un agriculteur se suicidait chaque jour.

L'engrenage de la mécanisation et de l'endettement afin d'augmenter les volumes de production compte tenu de la baisse à l'achat des prix agricoles, imposée par les distributeurs, est bien connu. Un quart des exploitations agricoles en France a cessé ses activités entre 2010 et 2015. L'accès au foncier, très difficile pour les jeunes qui souhaitent s'installer, ne permet plus d'assurer le renouvellement des activités agricoles. La figure du paysan, indépendant et libre, est un mythe : la grande majorité des agriculteurs se rémunère grâce à la Politique agricole commune (PAC) européenne. Dans le même temps,

## L'AIDE ALIMENTAIRE

**L**e nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire en France est passée de 2,8 millions en 2008 à 7 millions en 2020. L'aide alimentaire est souvent une nourriture aux délais de consommation optimale dépassés, à la fraîcheur entamée, dont personne ne veut plus, destinée à la poubelle. Le système alimentaire, en surproduction constante, produit des déchets consommables. 95% de l'aide alimentaire provient de l'agro-industrie. Un tiers de cette aide, soit 443 millions, est défiscalisé, les deux autres tiers provenant de subventions publiques directes. Le don alimentaire participe ainsi à la rentabilité et à la légitimité du système agro-industriel.

les paysanEs ne perçoivent que 6,2% du revenu de la filière agro-alimentaire.

Actuellement, la très grande majorité de la population se nourrit via les circuits de la grande distribution. La distribution alimentaire est détenue en France à 90% par six grands groupes, Auchan, Système U, Carrefour, Leclerc, Intermarché et Casino, pour un chiffre d'affaires, sur l'alimentation, de 19 milliards d'euros.

### Contre un système alimentaire à deux vitesses

À côté de ce mode de distribution, l'agriculture dite paysanne est contenue dans un marché segmenté. Avec les alternatives à l'agro-industrie (AMAP, marchés de producteurs, coopératives...), se développe un système alimentaire à deux vitesses : d'un côté une alimentation de qualité issue de modes de production et de distribution alternatifs, et de l'autre des produits de mauvaise qualité qui ont un impact négatif sur la santé et l'environnement. Le projet de sécurité sociale de l'alimentation consiste à mettre en place un système agricole et alimentaire qui permette de répondre aux besoins de la population, d'assurer l'accès à une alimentation de qualité, choisie, en l'articulant au droit à un revenu pour les travailleurs de l'alimentation, de la production à la distribution, et au respect de l'environnement.

En prenant comme modèle la sécurité sociale instituée par l'ordonnance de 1945, il s'agirait de sanctuariser, via une carte vitale de l'alimentation, un budget de 150 euros par mois et par personne, utilisable auprès de professionnels, conventionnés selon des critères sociaux et écologiques, définis démocratiquement. Le budget nécessaire, évalué à 118 milliards par an, serait financé par des cotisations patronales et/ou salariales.

Si le projet de Sécurité sociale alimentaire est porté par un large collectif, c'est, semble-t-il, ISF-Agrista (Ingénieurs sans frontières)<sup>1</sup>, la Confédération paysanne<sup>2</sup>, le réseau CIVAM (Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) et Réseau salariat qui portent les réflexions les plus avancées même si touTEs ces militantEs insistent sur l'aspect chantier du projet. L'ensemble du collectif<sup>3</sup>, à travers son « socle commun »<sup>4</sup> reprend largement les analyses de fond de Bernard Friot, tout en maintenant le débat ouvert sur bien des points importants.

1 - <https://www.isf-france.org/articles/pour-une-securite-sociale-de-l'alimentation>

2 - *Revue Campagnes solidaires*, mensuel de la Confédération paysanne, n°364, septembre 2020, pages 14 à 22.

3 - Les membres du collectif : ISF-Agrista, Réseau CIVAM, Réseau salariat, Confédération paysanne, Les Ami.es de la Confédération paysanne, le Collectif démocratie alimentaire, l'Atelier paysan, Ardeur, Mutuale, l'UFAL et VRAC. Réseau salariat est une association d'éducation populaire qui se fonde sur les travaux de recherche de Bernard Friot pour penser un projet de société permettant la sortie du modèle capitaliste, en s'appuyant sur les mécanismes déjà existants, en particulier le régime général de Sécurité sociale. Le projet de Réseau salariat se base sur quatre objectifs phares : l'attribution d'un salaire à vie comme droit politique, l'abolition de la propriété lucrative tout en préservant la propriété d'usage des moyens de production, la création de caisses d'investissement et le renforcement de caisses de service public.

4 - <https://securite-sociale-alimentation.org/>

## PROPRIÉTÉ DU FONCIER, REVENU DES PAYSAN·E·S

**L**a propriété du foncier agricole est un enjeu politique majeur, souvent tabou dans les milieux paysans, et souvent une affaire de patriarcat (en France les trois quarts des exploitants agricoles sont des hommes).

Comment penser des copropriétés d'usage ? Il existe bien quelques expériences de propriété communales de terres ou de récupération de « biens sans maître » par des mairies (suite à des décès par exemple), mais elles sont très limitées. Les régies publiques maraîchères, pour alimenter les cantines scolaires et les crèches municipales, initiatives inspirantes, sont marginales et bénéficient à trop peu de personnes.

Le projet de sécurité sociale alimentaire porte un changement d'échelle et développe l'idée d'une copropriété d'usage autogérée de la terre et des outils de travail, sur le modèle des coopératives, avec le souci d'une vigilance permanente vis-à-vis des rapports de domination à l'intérieur de ces collectifs (patriarcat, racisme). Le modèle d'une nationalisation à l'échelle d'un État, dans laquelle la propriété serait aux mains des élus et hauts fonctionnaires, qui imposerait aux travailleurEs leurs conditions de travail, n'est à priori pas retenu.

Les collectifs à l'origine de la proposition posent l'objectif d'une continuité du revenu ou d'un salaire à vie pour les paysanEs, avec, selon les déclinaisons du projet, deux options pour leur statut : producteur indépendant ou salarié des caisses de sécurité sociale alimentaire. La préoccupation d'accès à l'autonomie financière des femmes est fondamentale.

## QUI DÉCIDE DE CE QUE NOUS MANGEONS ?

**L**a filière alimentation est dominée par quelques gros acteurs : Bigard (Charal), Avril (Lesieur, Sanders, Diester...), Savéol, Tereos (Béghin-Say), Agrial (Soignon et 50 autres marques de fromage). Ce sont ces groupes et leurs actionnaires qui décident et orientent les choix d'ensemble. Ces choix généraux sont faits en lien étroit avec les politiques publiques mises en place à de nombreux niveaux, y compris au niveau supra-national, dans les instances de l'Union européenne. Le syndicalisme paysan majoritaire s'est complètement soumis à ces choix calamiteux : la FNSEA a accompagné, relayé, rendu possible la mise en place du productivisme agro-alimentaire.

### L'objectif est de changer la donne

La gestion des caisses de la Sécurité sociale de 1946 à 1967 a été une première étape. C'est sa réussite sur des décennies qui a inspiré les militantEs portant l'idée d'une « Sécu de l'alimentation ». Une réussite macro-économique malgré les attaques continues dont le régime général est l'objet, et les tentatives permanentes pour le dénaturer. **La Sécurité sociale de l'alimentation est un bon levier pour s'attaquer au pouvoir des actionnaires. Parce qu'elle concerne tout le monde et nous est vitale, l'alimentation est un secteur tout indiqué pour mener cette offensive sociale.**

La perspective d'ensemble proposée est celle ouverte par le régime général de la Sécurité sociale, celle d'une société où toute la valeur ajoutée est socialisée et reconnue comme résultant du travail de toutes et tous, où le profit est totalement délégitimé. C'est la

perspective d'une société où les décisions relatives à « Qui produit quoi ? » et « Comment la valeur ajoutée est-elle distribuée ? » sont prises collectivement. La Sécurité sociale de l'alimentation sera composée d'un réseau de caisses implantées à l'échelle des bassins de vie, en connexion les unes avec les autres, pour l'approvisionnement des productions qu'elles n'ont pas sur leur territoires et la distribution des surplus. Elles réuniront habitantEs et salariéEs des collectifs de travail conventionnés.

Aussi souvent que possible, la prise de décision se fera par participation directe. Pour la gestion des caisses, des personnes, désignées par tirage au sort pour un mandat unique, seront rémunérées pour le travail fourni et bénéficieront d'une formation. La mise en place de critères de conventionnement sera incontournable afin de garantir le déploiement de la filière alimentaire conventionnée hors du système capitaliste productiviste et d'assurer une adaptation aux besoins territoriaux. Les entreprises seront composées de salariéEs copropriétaires d'usage de leur outil de travail et la valeur ajoutée créée sera socialisée puisque versée dans le budget de la Sécurité sociale. Les caisses de Sécurité sociale de l'alimentation seront amenées à investir pour développer la filière. La proposition est à visée internationaliste. Elle repose pour l'instant sur le modèle du régime général de la Sécurité sociale française. La vraie transformation ne pourra pourtant s'effectuer qu'à échelle supra-nationale. Nos luttes devront prendre cette dimension d'extension du système au-delà des frontières nationales.

## DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE

**L**es caisses de Sécurité sociale de l'alimentation seront amenées à investir pour développer la filière. Dans le système capitaliste, l'investissement se fait par l'emprunt, le recours aux banques et aux marchés financiers. Par le système de la dette, les capitalistes, les « apporteurs de capitaux », les « investisseurs » abusivement dénommés « entrepreneurs » dirigent les choix d'investissement et les choix de productions. Les politiques publiques actuelles sont toutes soumises aux dogmes du néolibéralisme productiviste.

### Une nouvelle cotisation sociale « alimentation »

Il existe des pratiques d'investissement qui permettent de se passer du crédit lucratif et de l'actionariat, notamment au niveau communal, mais c'est absolument marginal. Par contre, l'expérience de l'investissement massif – via le régime général – dans l'hôpital entre 1946 et 1983 prouve, ici à un niveau macro-économique, qu'on peut faire sans emprunt bancaire, par subventionnement. Cela devrait être l'enjeu actuel des luttes sur le terrain sanitaire. C'est la piste la plus solide pour le projet de Sécurité sociale de l'alimentation, plus solide que

l'investissement par l'impôt, lequel impôt n'est pas du salaire socialisé mais une ponction de la valeur créée qui intervient après la répartition entre le travail (salaire et cotisations encore appelées salaire socialisé ou bien salaire indirect) et capital (profits, dividendes). Or, l'impôt qui intervient lors de la répartition secondaire laisse subsister une légitimité au profit, au capital, aux capitalistes...

C'est pourquoi nous choisissons l'investissement par le subventionnement via les nouvelles caisses de la Sécurité sociale de l'alimentation, elles-mêmes abondées par la nouvelle cotisation sociale « alimentation ».

### Favoriser l'installation en agriculture paysanne et biologique

La lutte pour la nouvelle Sécurité sociale de l'alimentation sera alors le vecteur essentiel pour engager l'immense bouleversement qui s'impose d'urgence. L'objectif étant alors de verser les subventions d'investissement aux entreprises ayant vocation à être conventionnées, qu'il s'agisse de création d'entreprises ou de la transformation d'entreprises déjà existantes. Ces subventions alors obtenues sont le moyen par lequel ces entreprises pourront se dégager de

l'endettement, cause principale de la soumission aux orientations capitalistes, intrinsèquement productivistes.

Avoir la main sur l'investissement, c'est aussi favoriser l'accès de toutes et tous à la création d'entreprises. Les subventions versées par les caisses de Sécurité sociale de l'alimentation permettront à de nouveaux collectifs de s'installer dans le respect des critères établis pour obtenir le conventionnement. Le versement de subventions d'investissement permettra aussi à des entreprises déjà existantes de faire évoluer leurs pratiques dans le but d'être conventionnées.

Ainsi un très grand nombre de personnes pourront s'installer en agriculture paysanne et biologique et intégrer des collectifs de travail autogérés (fermes, ateliers de transformation, épiceries, etc.) en ayant la garantie du salaire et dans le cadre d'une filière alimentaire débarrassée des objectifs lucratifs qui prédominent actuellement. Dans cette dynamique, un mouvement de population avec installation en milieu rural pourra s'amorcer. Ainsi, l'ensemble de la population pourra accéder à une alimentation conventionnée, de qualité, via une allocation mensuelle et l'instauration d'un service de restauration collective gratuit.

## UNE PERSPECTIVE GLOBALE

**P**our transformer l'ensemble du système alimentaire, le changement d'échelle est fondamental. Les choix économiques qui seront faits pour financer la Sécurité sociale de l'alimentation seront déterminants. La proposition qui est faite est d'appliquer la philosophie du régime général à l'alimentation et de continuer le mouvement dans d'autres secteurs avec l'ambition d'une transformation sociale générale.

### Une proposition systémique

La création de richesse se matérialise dans le secteur marchand (par les échanges monétaires) mais n'est rendue possible que par le fonctionnement général de la société, y compris par le travail fourni hors du secteur marchand. Généralement, cet important travail hors secteur marchand, comme le travail ménager assuré pour l'essentiel par les femmes, est invisibilisé. C'est la mise en commun (ou socialisation) de la valeur ajoutée produite par le secteur marchand qui permettra l'organisation d'une société débarrassée de l'exploitation d'êtres humains par d'autres. L'allocation mensuelle via la carte « Sécu alimentation » sera universelle, donc pour toute personne résidant sur le territoire, et non réservée à une certaine catégorie de la population (précarisée, ou bien parce qu'elle cotise via son emploi). Les critères d'exclusion n'ont pas leur place dans ce projet.

Dans un premier temps, la Sécurité sociale de l'alimentation n'empêchera pas la coexistence d'un marché alimentaire capitaliste. Mais avec

la nouvelle cotisation sociale « Alimentation », avec les cantines auto-gérées, avec le versement d'une allocation mensuelle ne pouvant être dépensée qu'auprès des entreprises conventionnées, c'est l'ensemble de la filière qui devra se reconfigurer. Mais la « coexistence pacifique » est un leurre, et cela ne peut être un moment qui s'éternise car deux logiques opposées sont en présence. Si nous ne nous battons pas dès le départ pour une proposition systémique qui englobe l'ensemble des secteurs (production/transformation/distribution/consommation), nous risquons de reproduire ce qui se passe dans la santé avec l'industrie pharmaceutique : créer un marché captif pour la

grande distribution. Il est essentiel que les salariéEs deviennent les copropriétaires d'usage de leurs magasins, de leurs entreprises, de leurs restaurants et qu'un rapport de force s'engage sur le terrain de la propriété. Dans leur conclusion, les auteurs du livre *Régime général. Pour une sécurité sociale de l'alimentation*<sup>1</sup>, posent une multitude de questions, toutes de grande importance, souhaitant par là même que le débat s'élargisse. C'est un grand chantier politique qui est ouvert dans lequel les anti-capitalistes ont toute leur place.

1 - Laura Petersell et Kevin Certenas, *Régime général. Pour une sécurité sociale de l'alimentation*. Riot Éditions. Voir la présentation au Lieu-Dit (Paris 20<sup>e</sup>) : <https://www.youtube.com/watch?v=NGtpZUUnwU4>

### LECLERC ET SA BAGUETTE À 20 CENTIMES



## SERVICES PUBLICS Retour sur la grève à Pôle emploi le 1<sup>er</sup> février

Avant la mobilisation du 1<sup>er</sup> février, la dernière grève nationale appelée par l'ensemble de l'intersyndicale de Pôle emploi remontait à novembre 2018... Il était temps !

Les revendications unitaires portent sur l'augmentation des salaires (un simple rattrapage depuis la création de Pôle emploi nécessiterait une augmentation de 15%), les conditions de travail et les moyens nécessaires pour être en capacité de recevoir le public dans des conditions correctes.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

### Près de 40% des agentEs en grève

Au-delà de ça, pour une partie des organisations syndicales, cette grève est aussi l'occasion d'exprimer le refus de jouer le rôle comme l'entend ce gouvernement. Alors que les conséquences de la réforme de l'assurance chômage commencent à se faire sentir, les agentEs – via la mise en place du « conseiller référent indemnisation » – sont de fait mis en position de promouvoir cette réforme, avec des « éléments de langage » à répéter au public...

Suite à l'annonce du renforcement des contrôles (objectif 500 000 pour le 1<sup>er</sup> semestre 2022), Pôle emploi veut instaurer la « culture du contrôle » chez ses agentEs ! Dit autrement, la direction veut nous transformer en délateurs et opposer les agentEs aux privéEs d'emplois. Le seul objectif de Macron est de faire baisser les chiffres d'inscritEs et de faire des économies sur les allocations ! Le 1<sup>er</sup> février, ce sont près de 40% des agentEs Pôle emploi qui étaient en grève, et un rassemblement a eu lieu devant la Direction générale.

Suite à la réception d'une délégation, aucune annonce satisfaisante : 0,5% d'augmentation, des embauches en CDD... et la poursuite de la politique de contrôle des chômeurEs !

En Île-de-France, l'assemblée générale a adopté une motion en vue d'organiser une nouvelle journée de grève nationale dès le mois de mars, avec montée nationale. **Correspondant**

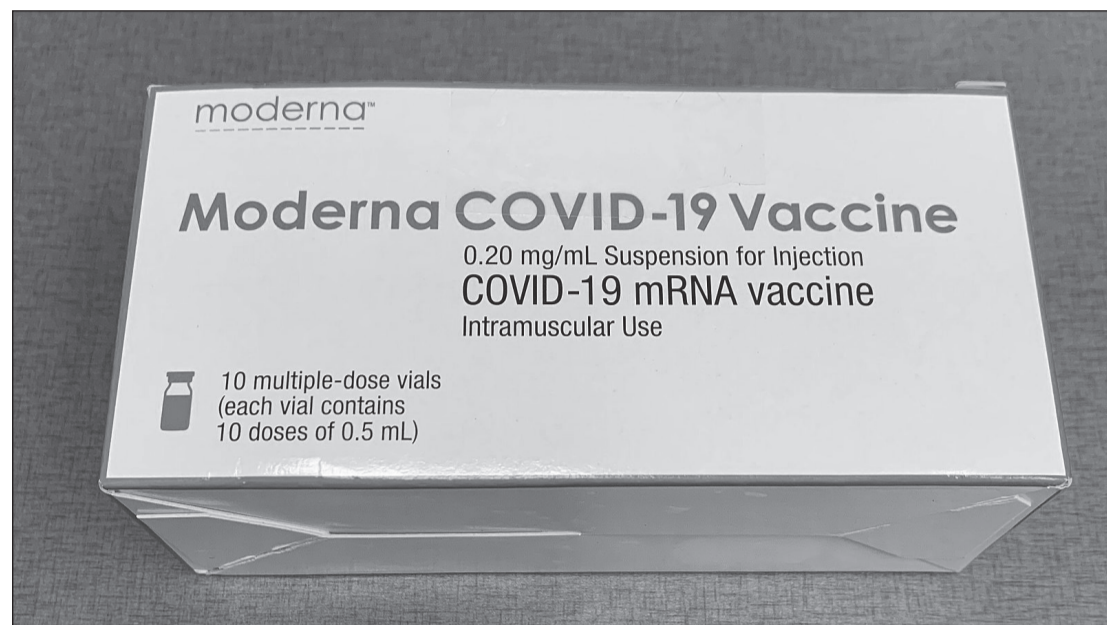
## CORONAVIRUS Une tribune unitaire pour exiger la levée des brevets

L'OMC discutera les 23 et 24 février de la levée des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et traitements covid. Sur Mediapart, une tribune a été publiée exigeant la levée des brevets, à l'initiative du collectif « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop : réquisition ! ».

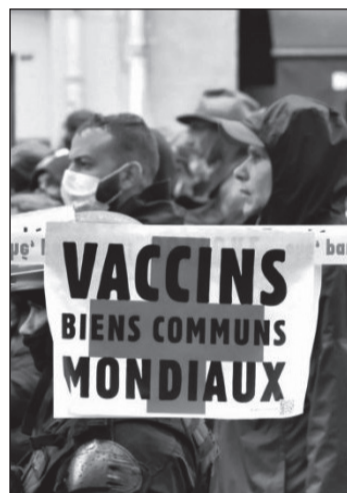
Les responsables de la CGT, de la FSU, de Solidaires, d'Oxfam, d'Attac, de la LDH, de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament, Willy Rozenbaum, Patrick Pelloux, Christian Prudhomme ou Samuel Alizon pour la France, Fatima Hassan d'Afrique du Sud, le colombien Roman Vega Romero, coordinateur monde de People's Health Movement, ou PSI, la Fédération internationale des syndicats de services publics, plus de 130 personnalités du monde associatif, syndical ou scientifique, interpellent Emmanuel Macron : « Nous affirmons que vaccins, traitements, dispositifs médicaux et tests anti-covid sont des biens communs de l'humanité. » Nous publions ci-dessous des extraits de la tribune.

### « Les seuls bénéficiaires des brevets sont les actionnaires »

« Monsieur le président, vous avez inauguré votre présidence de l'Union européenne par un refus opposé à la demande légitime de lever les brevets, portée par l'Inde et l'Afrique du Sud. [...] Le monopole de production, conféré pour 20 ans par les brevets, est la principale cause des prix trop élevés et de la pénurie de vaccins et de traitements. Alors qu'ils ont été obtenus grâce à de gigantesques investissements publics ! Les seuls bénéficiaires des brevets sont les actionnaires des entreprises pharmaceutiques, qui engrangent 1 000 dollars de revenus par seconde [...]. En décembre 2021, comme le souligne Oxfam, la France et l'Union européenne ont vacciné plus de 70% de leur population, contre seulement 3% de vaccinés dans les pays à faible revenu. Devant



WIKIMEDIA COMMONS



DR

ces chiffres sans appel, certains parlent d'apartheid vaccinal. [...] Le mécanisme de solidarité Covax a été mis en avant pour repousser la nécessité de lever les brevets. Son objectif de vacciner seulement 30% des pays pauvres bien insuffisant, et les dons de doses bien en-dessous des quantités nécessaires pour vacciner le monde.

Triste réalité, sur les 1,8 milliard de dons de vaccins promis par l'ensemble des pays riches, moins d'un milliard ont été réellement livrés fin 2021, certains très proches de la date de péremption ! Ce qui fait que les pays pauvres n'ont reçu que 7,1 doses pour 100 habitantEs, alors que les pays riches bénéficiaient de 155 doses pour 100 habitantEs, selon le Financial Times fin 2021. Covax, "une promesse non tenue" pouvait titrer Médecins sans frontières !

### « Une campagne de vaccination volontaire, universelle et gratuite »

La levée des brevets s'impose face à une pandémie qui fait officiellement en moyenne près de 10 000 morts par jour dans le monde, en réalité probablement trois fois plus selon l'OMS. Sans parler des Covid longs, des retards de soins pour d'autres pathologies, de la prévention négligée, des systèmes de santé malmenés par des années d'austérité, partout au bord du gouffre, de l'aggravation des inégalités. [...] Médecins sans frontières et Human Rights Watch recensent plus de 100 sites en capacité de produire rapidement des vaccins à ARN-m. Pour fabriquer 8 milliards de doses d'un vaccin équivalent au Pfizer avec 1386 salariéEs répartis sur cinq

sites, 9,43 milliards de dollars suffiraient selon les calculs des chercheurs de l'Imperial College, en lien avec l'association Public Citizen. 9,43 milliards de dollars, à comparer à plus de 30 milliards de dollars donnés aux laboratoires pharmaceutiques pour vacciner seulement la partie la plus riche de la population mondiale. De quoi vacciner à deux doses la partie de l'humanité privée de vaccins ! Si les vaccins restent efficaces contre les formes graves, évitent de saturer les réanimations, leur efficacité contre la circulation du virus diminue fortement. Pour éviter une forte mortalité et une large circulation virale qui pourrait favoriser l'émergence de nouveaux variants, il faut à l'échelle mondiale une campagne de vaccination volontaire, universelle et gratuite, associée à de puissantes mesures de réduction des risques de contamination, bâties avec les populations sur le mode préconisé par l'OMS du "convaincre plus que de contraindre". M. Macron, nous n'osons croire que toutes vos déclarations sur l'urgence de la vaccination ne valent que pour la France. [...] Il est temps pour vous de tourner le dos aux exigences de l'industrie pharmaceutique, et de reconnaître enfin l'urgence de la levée des brevets, face au terrible bilan humain du Covid-19. »

## l'Anticapitaliste

N°132 | JANVIER 2022 | 4,5 € la revue mensuelle du NSPAC (supplément à Politique-Hebdo et à Libération) le 29 juin 1973 50 centimes.

### LA LIGUE COMMUNISTE DISSOUE

Abolition du décret d'interdiction !  
Libération immédiate de Pierre Rousset  
Levée de toute inculpation !

1001 FAÇONS DE COMBATTRE LE FASCISME  
Archives, textes compilés et interviews : RaDAR

La dissolution de la Ligue communiste apparaît clairement comme un pas de plus dans l'escalade de la répression. Beaucoup plus vaste que celle de la Ligue communiste, elle vise à éliminer tout ce qui reste de la révolution sociale. C'est pourquoi elle a lancé un appel à tous les communistes, à tous les démocrates, à tous ceux qui s'indignent de voir le pouvoir tenir une telle ligne, entre des apprentis nazis et ceux qui les combattent.

## l'Anticapitaliste la revue

### Le n°132 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

### l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## NANTES « On ne dissout pas la révolte ! »

Depuis la mobilisation antifasciste du 21 janvier à Nantes, « Nantes révoltée » est devenu la nouvelle cible de Gérald Darmanin.

Le média indépendant est menacé de dissolution administrative suite aux déclarations d'élus LREM et LR mais aussi de la majorité municipale, PS et EÉLV, qui s'est empressée de condamner les prétendues violences des manifestantEs. Les menaces sont amarrées à l'inépuisable rhétorique du « casseur », pendant que les capitalistes expulsent les immigréEs,

précarisent la population, détruisent les services publics et à l'occasion mutilent les manifestantEs.

### Le pouvoir cible un média « gênant »

Ainsi, alors que la violence raciste et nationaliste décomplexée s'étale à longueur de médias et dans la rue, on réprime celles et ceux qui osent



**D**ans un contexte d'une baisse des effectifs d'élèves avec 711 élèves de moins attendus à la rentrée 2022-2023 par rapport à 2021-2022, c'est sans surprise que l'État a décidé de fermer 22 classes, soit dix fermetures de classes dans des RPI (regroupements pédagogiques intercommunaux), deux dans des écoles primaires, cinq dans des écoles élémentaires, trois dans des écoles maternelles et enfin deux dans des écoles de REP (éducation prioritaire). À cela s'ajoute la suppression d'un poste d'AESH. Ce sont là des écoles essentiellement fréquentées par des enfants des classes populaires en particulier dans les écoles des RPI et des REP. La politique capitaliste de la rentabilité a un coût, et ce sont les classes populaires qui en payent le prix fort.

### Des classes ouvertes par charité

Du côté des ouvertures, la directrice académique prévoit une nouvelle classe dans deux écoles des quartiers populaires de Blois classées en REP+. Les deux classes qui ouvrent sont des dédoublements de grandes sections d'après les projets de Blanquer qui a dédoublé les classes de cycle 1 et 2 (maternelle, CP, CE1 et CE2) tout en surchargeant celles du cycle 3. De fait, à la rentrée, tous les REP et REP+ auront leur grande section

## LOIR-ET-CHER Les classes ferment et les profs l'ouvrent

Le mercredi 26 janvier se réunissait, à Blois, le CTSD (Comité technique spécial départemental) pour préparer la rentrée scolaire de septembre et surtout tracer les contours de la carte scolaire dans le premier degré pour l'année à venir. Au programme : des fermetures de classes.

dédoublée, se félicite la directrice académique, qui déshabille Paul pour habiller Pierre. Enfin le projet prévoit l'ouverture d'une classe Ulis à Vendôme. Ouverture qui n'en est pas véritablement une puisqu'il s'agit de remplacer une classe Ulis fermée à Vineuil alors qu'elle était pourtant bien installée dans l'école, obligeant de fait les parents à se réorganiser pour que leurs enfants puissent aller à l'école.

Mais les professeurEs et les élèves sont sauvés, la directrice académique indique que la moyenne d'élèves par classe ne devrait pas dépasser les 22, ce qu'elle juge parfait pour des conditions d'enseignement favorables. Lors de ce CTSD, les représentantEs du personnel, essentiellement syndiqués à la FSU, ont voté à l'unanimité contre et ont directement appelé à un rassemblement le samedi d'après.

Alors que le gouvernement se plaint de la désertification des espaces ruraux, il flingue bien volontiers les services publics dans ces zones. On l'a vu avec La Poste, on le voit avec l'école.

### Pas décidés à se laisser faire

Plus de 150 personnes se sont retrouvées, à l'appel de la FSU, pour défendre le service public d'éducation à Blois le samedi 29 janvier.

Parmi les manifestantEs, se trouvaient des profs du 1<sup>er</sup> degré, des parents d'élèves, des militantEs du NPA et de la FSU et des élus locaux. À Montrichard, toute l'école se mobilise. Alors que l'inspection académique avait annoncé aucune fermeture de classe car l'école accueille une classe Ulis et le dispositif d'autorégulation (DAR) qui permet l'inclusion d'enfants souffrant d'autisme, une fermeture de classe devrait quand même se



produire. La logique de l'État est purement comptable car l'école va perdre une vingtaine d'élèves à la rentrée et cette fermeture va entraîner l'augmentation des effectifs par classe. Et qu'advient-il de l'accueil des élèves en difficulté ? Ce projet incarne une volonté de faire des cadeaux au privé. Alors que l'on constate déjà une fuite des élèves vers le privé, ce projet va accélérer la casse déjà bien entamée du service public. **Radu Varl**

## TOULOUSE Assez des agressions islamophobes !

Un communiqué du comité Haute-Garonne de soutien à Philippe Poutou.

**M**ardi 1<sup>er</sup> février, la *Dépêche* titrait en première page : « Agression islamophobe à Toulouse ». Un sanglier mort avait en effet été déposé devant les pompes funèbres musulmanes du quartier du Zénith. Dans la nuit du 29 au 30 janvier, à Bon-Encontre dans le Lot-et-Garonne, plusieurs départs de feu étaient découverts, à l'origine de l'incendie d'une boucherie halal, ainsi que deux croix gammées.

### Islamophobie décomplexée

Il y en a assez des discriminations et des agressions islamophobes ! Il y en a assez avant que le point de non-retour ne soit atteint. L'islamophobie d'État du gouvernement, en particulier à travers



la loi « séparatisme », la réhabilitation de Pétain par un candidat à la présidentielle qui propose de se débarrasser des musulmanEs, le maire de Toulouse qui ne dit rien après cette agression, mais qui soutient une candidate qui promet l'armée pour le quartier

du Mirail, et nous aurons vite compris que ces gens-là, à travers leurs déclarations, autorisent et encouragent les groupes d'extrême droite à agresser en toute impunité. Nous réaffirmons notre totale solidarité avec les victimes de

ces attaques. Et nous prenons les contacts pour une première riposte sur Toulouse. Parce qu'il n'y aurait rien de pire que de banaliser le racisme et l'islamophobie. Parce que nous ne nous laisserons pas diviser. Toulouse, le 2 février 2022

## NANTERRE 100 jours d'occupation pour les sans-facs : jusqu'aux inscriptions !

Depuis le 27 octobre 2021 les sans-facs et leurs soutiens, organisés en assemblée générale, occupent le bâtiment où sont les bureaux de l'équipe présidentielle de l'université Paris-Nanterre pour exiger leur inscription dans la filière de leur choix.

**T**ous les ans, la sélection à l'entrée de l'université, en licence ou en master, s'accroît et touche principalement les enfants d'ouvrierEs et d'immigréEs. À l'université Paris-Nanterre, il existe une tradition militante de lutte contre cette sélection, mais cette année le conflit étonne par sa longueur et son intensité.

### Une présidence autoritaire

Alors que les sans-facs ne demandent plus que 21 inscriptions, dans une fac qui se targue d'être ouverte et inclusive et qui compte plus de 32000 étudiantEs, Philippe Gervais-Lambony, président de l'université, multiplie les interventions autoritaires : plus de 400000 euros dans des vigiles privés et des huissiers depuis le 27 octobre, insultes homophobes, islamophobes et sexistes des vigiles, coupure d'électricité et de chauffage pendant plusieurs jours en plein hiver, utilisation de vigiles pour empêcher des militantEs de passer leurs partiels, tentative de bloquer les occupantEs dans le bâtiment en mettant une voiture devant leur unique porte de sortie, arrachage au kärcher des affiches dénonçant la politique de la présidence. L'équipe présidentielle et la droite universitaire investissent des moyens hors normes car ils veulent infliger une défaite politique aux sans-facs et à ceux qui se battent en actes contre la sélection sociale. Ils craignent que la tradition de lutte se renforce et qu'une victoire des sans-facs jette les germes d'une mobilisation étudiante plus massive contre ce modèle d'université élitiste et libéral.

### Contre la sélection

Néanmoins, les sans-facs sont soutenus par un arc large d'organisations syndicales et politiques et d'associations, ainsi que de responsables politiques, d'Olivier Besancenot à Julien Bayou en passant par Elsa Faucillon et Éric Coquerel. Avec l'appui d'un comité de soutien, les sans-facs ont fait le choix de s'adresser aux étudiantEs, aux personnels et aux différentes organisations pour fédérer autour de leur lutte contre la sélection.

Dans un contexte où Macron déclare à demi-mot qu'il faut augmenter les frais d'inscription et où le gouvernement veut imposer un nouveau Parcoursup à l'entrée du Master, il faut une grève étudiante nationale dans les universités, comme en 2018 où les étudiantEs ont gagné le retrait de la hausse des frais d'inscription pour les étudiantEs étrangers dans une large majorité des universités. Une victoire des sans-facs donnerait confiance aux étudiantEs pour se battre contre leur projet. Dans cette perspective, les sans-facs et leurs soutiens appellent à une deuxième rencontre nationale des étudiantEs en lutte le 13 février dans le bâtiment occupé !

Vous pouvez les aider en donnant à leur caisse de solidarité<sup>1</sup> ou en écrivant des motions de soutien de vos syndicats ou organisations, et en participant à leurs prochaines échéances. Si vous souhaitez les soutenir davantage, ou même rejoindre et appuyer leur occupation, contactez les sans-facs, les militantEs du NPA Jeunes 92 ou l'Unef Tacle Nanterre sur les réseaux sociaux !

**Comité NPA Jeunes 92**

<sup>1</sup> - <https://www.cotizup.com/soutien-occupation-sans-fac>

se soulever contre elle. En 1973, la Ligue communiste avait elle-même été dissoute pour avoir organisé une manifestation contre un meeting du groupe fasciste « Ordre nouveau », qui avait donné lieu à des affrontements avec la police qui protégeait les fascistes. Mais à l'époque, le journal de la ligue, *Rouge*, avait pu continuer de paraître au nom de la liberté de la presse... En s'en prenant au média *Nantes révoltée*, Darmanin aurait-il envie de jouer les Monsieur Plus en réduisant au silence un média gênant pour un pouvoir qui veut continuer d'intimider et réprimer en toute impunité ses opposantEs, voire d'user d'un permis de tuer ? On se souvient que *Nantes révoltée* est le média qui avait publié les vidéos de la charge policière qui avait causé la mort de Steve Caniço.



Depuis le mouvement de contestation contre la loi travail de 2016, *Nantes*

*révoltée* a joué un rôle essentiel de veille politique, et a été un relais et un

soutien des luttes sociales, écologiques et antifascistes. Et cette nouvelle offensive répressive ne doit rien au hasard dans une ville qui a constitué un des laboratoires de la répression d'État dans le cadre du mouvement d'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le préfet a d'ores et déjà annoncé qu'il organiserait une réunion à la fin de la crise sanitaire pour renforcer l'encadrement des manifestations à Nantes...

### Faire face aux menaces

Plus largement, l'État bourgeois poursuit sa dérive autoritaire. Imposer de nouvelles régressions, afin de préserver les profits d'une minorité, implique pour les capitalistes un recours de plus en plus systématique à la politique de la matraque et à la criminalisation du mouvement social et de la contestation.

La dissolution de Nantes révoltée, après celle du CCIF, serait une perte majeure pour la vitalité des luttes sociales et une défaite pour l'ensemble de notre camp social, à laquelle nous ne pouvons nous résoudre. Médias indépendants, associations, partis, syndicats : tout ce que construit la population pour défendre ses droits et ses intérêts en opposition aux politiques capitalistes, racistes et/ou patriarcales, est menacé par cette nouvelle intimidation de la macronie. Une pétition de soutien contre la dissolution de « Nantes révoltée », pour la liberté d'expression et les médias indépendants, a déjà recueilli plusieurs dizaines de milliers de soutiens. Il faut la populariser et construire partout des actions de solidarité pour dire ensemble : « On ne dissout pas la révolte » **Sandra (44)**



# Agenda

**Jeudi 10 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Denis.** À 18h30, amphithéâtre B1, Université Paris 8 Saint-Denis, 2, rue de la Liberté.

**Jeudi 10 février, Philippe Poutou dans l'émission Backseat sur Twitch.** À 21h, interview de Philippe Poutou par Jean Massiet, Usul, Gaspard G et Léa Chamboncel. Sur la chaîne Twitch de Jean Massiet

**Vendredi 11 février, Philippe Poutou invité de la matinale de RMC.** À 7h40.

**Vendredi 11 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Saint-Malo.** À 19h, salle de quartier de Rocabey (angle rue Jules-Ferry et bd Villebois-Mareuil).

**Samedi 12 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Perpignan.** À 17h, cinéma Le Castillet.

**Lundi 14 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Chambéry.** À 18h30, salle Mérande.

**Mardi 15 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Annecy.** À 19h, salle Pierre-Lamy.

**Mercredi 16 février, réunion publique du NPA avec Damien Scali – porte-parole de Philippe Poutou et Selma du NPA-Jeunes, Gif-sur-Yvette.** À 19h15, ENS Paris-Saclay, amphithéâtre Dorothy-Hodgkin, 4, avenue des Sciences.

**Mercredi 16 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Paris 11<sup>e</sup>.** À 19h30, AGECA, 177, bd de Charonne, M<sup>o</sup> Alexandre-Dumas.

**Jeudi 17 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Hennebont.** À 19h, PMU Le Spot, place de la Mairie.

**Vendredi 18 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Brest.** À 20h, Maison des syndicats, quartier de l'Harteloire.

**Mardi 22 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Mulhouse.** À 20h, MCP Cité, 29, rue Chanoine-Cetty.

**Mercredi 23 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Audincourt (25).** À 20h, foyer municipal, place du Marché.

**Jeudi 24 février, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue – porte-parole de Philippe Poutou et Selma du NPA-Jeunes, Aix-en-Provence.** À 18h, lieu à venir.

**Vendredi 25 février, Philippe Poutou dans le Tarn.** À 16h, réunion publique salle communale à Vaour. À 20h meeting, maison de quartier de Cantepau, 50, avenue Mirabeau à Albi.

**Vendredi 25 février, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus – porte-parole de Philippe Poutou, Bégard.** À 20h, salle du Temps libre, rue de Guingamp.

**Mardi 1<sup>er</sup> mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lyon.** À 19h, CCVA Villeurbanne, 234, cours Zola, M<sup>o</sup> Flachat.

**Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Le Mans.** À 20h, salle Barbara, arrêt Saint-Martin.

**Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon.** À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

**Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg.** À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

## Philippe Poutou à Saint-Nazaire

*Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires, la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale. Exemple avec le déplacement de Philippe à Saint-Nazaire le jeudi 3 février.*

**A**vant la réunion publique du soir prévue à Saint-Nazaire, Philippe a été très sollicité en Loire-Atlantique (44).

### Donges et Montoir

À Donges, l'interpro CGT – qui regroupe autour du syndicat de la Raffinerie Total les nombreux syndicats de sous-traitants – nous avait appelés pour faire venir Philippe. Motif : 58 salariés (54 Roumains et quatre Italiens) en grève pour toucher deux mois de salaires impayés depuis décembre. Comme cela avait déjà été le cas fin juin. La CGT dénonce une situation de précarité, de sous-traitance par une société, la CIPA, avec un « patron voyou », et la responsabilité du donneur d'ordre TotalEnergie. Philippe a apporté le soutien du NPA, salué la solidarité ouvrière, pour les droits de toutes les travailleurEs et la liberté de circulation des étrangerEs, pour l'internationalisme. Nous avons ensuite rejoint le collectif Natur'Action de Saint-Nazaire, pour une action au port de Montoir contre le déchargement de gaz de schiste venu d'Amérique du Nord. Le bateau était parti, mais cela a permis de mettre un peu d'éclairage sur les conséquences dramatiques pour l'environnement tant aux USA qu'en France en cas de reprise de l'exploitation.

### Réunion publique à Saint-Nazaire

Puis, direction la Maison des associations de Saint-Nazaire pour la réunion publique organisée avec les camarades venuEs de Nantes,



décoration de la salle, mise en place de la table de presse (100 euros de ventes), conférence de presse.

Une trentaine de jeunes du lycée Expé de Saint-Nazaire sont venus à la rencontre de notre candidat. Ils et elles ont apprécié l'enthousiasme de Philippe qui les a questionnés sur leur lycée et a manifesté beaucoup d'attention sur leur fonctionnement en autogestion. Puis ce sont les jeunes qui ont posé leurs questions, montrant leur réelle volonté de changement de système. Enfin, devant 120 participantEs au meeting, les introductions ont porté sur Saint-Nazaire ville ouvrière, Philippe seul candidat venu ici, Nantes ville test de la répression policière où nous sommes en solidarité avec le média *Nantes révoltée* menacé de dissolution. Puis deux Gilets jaunes ont pris la parole : Kristelle, récemment licenciée pour ses engagements militants, a expliqué le travail du Collectif d'urgence sociale, et Mao a parlé de la révolte des samedis contre le pass sanitaire. Philippe a développé ensuite les propositions



du NPA dans cette campagne électorale, le sens de notre participation, la nécessité de faire entendre la voix de la gauche radicale et révolutionnaire. Il a répondu ensuite à de nombreuses questions des participantEs. Nous avons appelé au rassemblement du collectif « Cordemais sans nucléaire » contre l'implantation de mini centrale nucléaire le 27 mars, avant de finir en chantant *l'Internationale*. La collecte d'une cinquantaine de contacts de personnes souhaitant recevoir nos infos nous permettent d'espérer la réussite du lancement de notre comité de soutien.

**Correspondants**

## #Poutou2022

### Fête du NPA à Limoges

*Samedi 5 février à Limoges, c'était la fête du NPA 87 avec Philippe Poutou en meeting. Au moins 250 présentEs, avec un temps fort pour l'intervention de Philippe dans une salle plus que bondée.*

**S**i le milieu habituel était présent, tout un public nouveau, dont beaucoup de jeunes, a été conquis par l'intervention de Philippe et de la tribune. Philippe ayant dû s'absenter pour se rendre à la télé régionale, tout le monde était content de son retour et de pouvoir échanger avec lui dans la fête. La soirée s'est déroulée dans une ambiance festive entre théâtre, chorale et concert. Un excellent couscous a été préparé par des militantEs. Les 120 repas servis ont permis à toutes et tous de passer un moment très convivial. Des dizaines de personnes, jeunes et moins jeunes, ont souhaité rester en relation pour continuer la campagne avec le NPA. Toutes les militantEs du comité étaient satisfaites de voir que la candidature de Philippe ne passe pas inaperçue et que la préparation de la fête a bien porté ses fruits. Cette réussite est un gage que les convictions anticapitalistes et révolutionnaires gagnent du terrain !

**Correspondant NPA 87**

## #Poutou2022

# Parrainages : la course contre la montre pour que Poutou soit candidat

*La reconversion des promesses de parrainages pour Philippe Poutou est lancée. Il n'y a pas d'alternative, il faut y arriver pour être présents et bousculer la présidentielle.*

**E**n début de semaine, l'équipe autour de Macron a cru tourner Philippe Poutou en ridicule en disant que le président n'avait pas de temps à perdre à participer à un débat avec les autres candidatEs, prenant l'exemple de Philippe. Par ce genre de déclarations, il exprime tout son mépris pour les classes populaires, pour leurs préoccupations et pour le débat démocratique. Ce genre d'attitude peut se retourner contre lui et c'est notre but : imposer, face aux candidatEs des puissants, à la droite et à l'extrême droite, des mots d'ordre, un candidat ouvrier, licencié, pour bousculer les débats de la présidentielle. Et le premier obstacle à franchir est celui des parrainages.

### Une mascarade de démocratie

La publication des premiers parrainages par le Conseil constitutionnel la semaine dernière a montré le caractère particulièrement antidémocratique de ce système : Macron n'est même pas candidat et il avait déjà plus de 500 parrainages, Hidalgo s'enfonce dans les sondages mais en avait déjà 266, Roussel est au plus bas mais en avait obtenu 159...

Ce système est avant tout une machine à reproduire les institutions, à solidifier les partis présents dans l'appareil d'État.

Pendant ce temps, les manœuvres continuent à gauche : Taubira, à peine désignée par la Primaire populaire, organise des négociations secrètes avec Jadot pour tenter une fusion de leurs candidatures. Il apparaît de plus en plus que pour reconstruire le mouvement ouvrier, une perspective politique à gauche, il faut rompre avec ces pratiques. La candidature de Philippe exprime ce positionnement, en rupture avec la gauche institutionnelle.

C'est un des éléments qui justifient notre existence dans cette élection : nous ne prétendons pas la gagner, nous voulons construire une opposition résolue, subversive, à la droite et à l'extrême droite, et faire exister une autre voie à gauche. Cette préoccupation ne devrait pas laisser indifférentEs les éluEs qui regrettent la division de la gauche.



**Le seul chemin est de multiplier les tournées pour voir des maires**

De ce point de vue, la bataille est bien lancée. La première semaine de reconversion nous a montré que nous pouvons y arriver : à la

troisième publication des parrainages par le Conseil constitutionnel, nous devrions être autour de 100 parrainages validés. Et 150 autres devraient arriver très vite. Aux premières publications, nous étions devant Le Pen et pas loin de Zemmour, qui ont bien d'autres relais que nous, et ça donne du courage.

Mais il reste encore plus de 250 nouveaux parrainages à trouver, en particulier parmi les 1500 éluEs avec qui nous discutons et qui hésitent, et parmi les milliers de maires que nous n'avons pas encore vuEs. C'est maintenant la tâche principale pour l'organisation, organiser des tournées, en semaine, le week-end, aux permanences des éluEs, en passant à leur domicile, en se déplaçant, en téléphonant... Nous avons réuni exceptionnellement la direction du NPA pour discuter de comment nous donner les moyens de gagner. Il reste trois semaines pour y arriver, nous pouvons le faire.

Événement

# Médias et extrême droite

Nous publions la présentation de l'événement co-organisé par Acrimed (Action-critique-médias) et VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) le 12 février à Paris de 13h à 19h, salle Olympe de Gouges (15, rue Merlin, Paris 11<sup>e</sup>).

Depuis septembre, télévisions et radios déroulent le tapis rouge à Éric Zemmour. Avec lui, c'est toute l'extrême droite, talonnée par la droite réactionnaire, qui est en croisière : ses obsessions (sécurité, islam, immigration, autorité) font l'agenda des grands médias.

**Comment en est-on arrivé là ?**

À juste titre, on dénonce l'empire Bolloré et la fachosphère. Mais si CNews, C8, Valeurs actuelles & cie sont d'intentionnels promoteurs de l'extrême droite, ils ne sauraient cacher la forêt des médias plus « installés » et de grande audience, dont le fonctionnement ordinaire et les logiques structurelles contribuent depuis des décennies à la banalisation et à la légitimation de ces options idéologiques et de leurs représentants politiques.

Alors comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer le délabrement du débat public actuel ? Comment comprendre l'enracinement de la pensée d'extrême droite dans les médias ?

Répondre à ces questions implique des retours sur le temps long, et des analyses qui s'attachent à observer les pratiques du journalisme et le fonctionnement structurel des médias dominants.

C'est l'objectif d'une journée d'information organisée par Acrimed et VISA, qui réunira des chercheurEs (sociologie, histoire, science politique), des collectifs, des journalistes et des syndicats de journalistes. Comprendre pour s'émanciper, comprendre pour combattre,



revendiquer notre droit démocratique à une information réellement pluraliste, indépendante, et mettre enfin à l'ordre du jour

une transformation du paysage médiatique. Nous avons besoin de vous toutes et tous pour mener cette bataille.

**Le programme**

Après une entrée en fanfare, la journée s'articulera autour de trois tables rondes (programme ci-dessous), suivies d'échanges avec le public. Un espace sera dédié aux tables de presse de collectifs, syndicats, médias indépendants et maisons d'édition (Attac, Basta, Fréquence Paris Plurielle, La Horde, Libertalia, Mediapart, Politis, Radio Libertaire, Syllepse et bien d'autres!). Les débats seront diffusés en direct sur la radio Cause commune (93.1 FM en Île-de-France, en ligne partout ailleurs).

**13h – Fanfare invisible**

**14h – Médias d'extrême droite, extrême droite dans les médias**  
 – Les usages des médias par les dirigeants du FN  
 – Cartographie de la fachosphère, La Horde  
 – La gauche, les médias & l'extrême droite dans les années 1930, Dominique Pinsolle

**15h30 – 30 ans de banalisation médiatique de l'extrême droite**  
 – Les médias face à la menace fasciste, Ugo Palheta  
 – Comment les préoccupations centrales de l'extrême droite sont-elles devenues légitimes dans le débat public? Annie Collovald  
 – Chaînes d'info : la prime à l'extrême droite, Samuel Gontier

**17h – Quelle réaction des rédactions ?**  
 Débat avec Acrimed, les syndicats de journalistes SNJ et SNJ-CGT, un-e journaliste de Mediapart et Laure Dasinieres, co-auteurice de la tribune « Journalistes, nous ne serons pas complices de la haine », signée par des centaines de journalistes en octobre.

Essai

## « Quoi qu'il en coûte » ou la fuite en avant du capitalisme, de Tom Thomas

Éditions critiques, 174 pages, 12 euros.



Dans ce petit livre d'économie politique, l'auteur décrit, en s'appuyant sur les écrits de Marx, l'impasse du mode de production capitaliste mondial, entre hypertrophie du capital financier et stagnation-récession de la production et des échanges. Il montre en quoi ce phénomène, qui conduit la société au désastre, est le produit d'un processus historique à la base duquel se trouvent les mécanismes du crédit, élément central des économies marchandes au côté des rapports d'exploitation.

**« Le communisme sera ce que les hommes construiront »**

Tom Thomas argumente contre ceux qui, à gauche y compris radicale, voudraient distinguer entre un « bon » capitalisme productif et un « mauvais » capitalisme financier qui l'étoufferait, se prétendant capables, s'ils accédaient au pouvoir, de libérer le premier en contrôlant le second. Pour l'auteur comme pour nous, ces politiques sont non seulement vouées à l'échec, mais contribuent surtout à détourner les masses en révolte de la seule solution capable de sortir l'humanité du cercle vicieux dans lequel l'enferme un mode de production devenu sénile : une révolution sociale.

Le dernier chapitre, intitulé « Une perspective communiste », se termine ainsi : « [...] le communisme sera ce que les hommes construiront [...] dans le cours du processus révolutionnaire où ils se transformeront eux-mêmes dans leurs besoins, leurs rapports, leurs activités, leurs buts. Et ils y seront tôt ou tard obligés par le capital lui-même, car le communisme est le seul futur qui ait un avenir. Et demain commence maintenant ».

Alors que la question de la nécessité et de l'inéluctabilité d'une révolution sociale se pose avec force, l'ouvrage de Tom Thomas, rigoureux, écrit simplement et sans jargon, est un point d'appui solide. À lire et faire lire!

Daniel Minvielle

Pour en savoir plus sur Tom Thomas et ses écrits, dont beaucoup sont librement accessibles, voir le site : <http://www.demystification.fr>

Film

# La Ville de mes rêves, d'Ingvar Skogsberg

Film suédois, 2h48 min, 1976. Diffusé sur Netflix.

Dans la lignée actuelle d'un certain nombre d'autres films dont Netflix a racheté les droits, comme *la Famille Van Paemel* (Het gezin Van Paemel) – sur la vie des paysans flamands dans la Belgique de 1888 – ou *Sonny Boy* – une histoire des Pays-Bas sous l'occupation, c'est un nouveau chef-d'œuvre d'histoire sociale méconnu qui est exhumé par la plateforme : *la Ville de mes rêves* (Mina drömmars stad).

**La lente naissance d'une classe ouvrière**

Adaptée d'une quadrilogie littéraire de Per Anders Fogelström (malheureusement non traduite en français), cette chronique très zolaesque, ou dickensienne, nous conte la Suède de 1860 à 1880. Dans des conditions effroyables, entre répression sauvage et famine, on assiste à l'exode rural vers Stockholm (surnommée « la ville de mes rêves » par le personnage principal, non sans ironie). Les écrits de Karl Marx commencent à circuler, des grèves sauvages éclatent, des syndicats se forment. C'est la lente naissance d'une classe ouvrière et de sa conscience.



Et au milieu, le travailleur pauvre Henning Nilsson, sa famille et leurs amis. Leur vie faite de surexploitation et de misère, des moments de fêtes populaires et de solidarité ; mais aussi de grande violence dans un milieu ravagé par l'alcoolisme, l'épuisement,

les violences conjugales et les maladies. Avec de rares espoirs d'ascension sociale ou de sortie de la pauvreté pour leurs enfants, via leur éducation confiée à des bourgeois paternalistes. Un film aussi beau que dur, avec des acteurs brillants. On appréciera

le diptyque officieux qu'il forme avec 1939, autre fresque magistrale disponible sur Netflix, et qui se penche lui sur l'histoire de la Suède pendant la Seconde Guerre mondiale et ses relations plus que douteuses avec le nazisme. Yoann Ségui

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h – 20h, mardi au samedi : 12h – 20h

# « Les capitalistes ont de plus en plus de mal à cacher le fait qu'ils nous volent »

**Entretien.** Olivier Mateu est secrétaire général de l'UD CGT 13. Il avait été convoqué par la gendarmerie dans le cadre de la lutte de la Centrale de Gardanne contre le plan de licenciements mis en place par le propriétaire GazelEnergie. Suite aux nombreuses marques de solidarité de structures CGT et d'organisations politiques et au rapport de forces ainsi créé, cette convocation a été annulée. Luttés, danger de l'extrême droite, présidentielle: Olivier a bien voulu répondre à nos questions sur la situation sociale et politique.

La lutte des travailleurs de la Centrale de Gardanne est longue et déterminée et elle nous rappelle, bien sûr, la longue lutte victorieuse des Fralib contre le géant Unilever. Mais un peu partout, on assiste ça et là à d'autres luttes dans l'industrie, le commerce, la santé ou ailleurs, qui parfois sont gagnantes, comme tout récemment à Arkéma. Comment agir pour que ces luttes dispersées se rejoignent et se coordonnent pour changer la donne, faire que l'espoir change de camp ?

Ce qui importe, c'est bien sûr de redonner confiance et envie de se battre. La CGT doit jouer pleinement son rôle qui est d'être toujours aux côtés de celles et ceux qui luttent. Mais c'est aussi le rôle des organisations progressistes, qu'elles soient politiques ou syndicales, qui doivent rappeler sans cesse que l'argent existe, mais qu'il est détourné par les capitalistes. Le « quoi qu'il en coûte » du prétendu plan de relance, c'est avant tout financé par l'argent des travailleurs, l'argent des richesses créées par le travail. C'est pourtant sur eux que pèsent les conséquences les plus lourdes (licenciements, fermetures d'entreprises, casse des services publics...). La situation actuelle fait qu'il y a des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres. Mais les capitalistes ont de plus en plus de mal à cacher ce vol. Ils s'enrichissent et ils l'assument pleinement, sans aucune pudeur.



DR

La période où il y avait du « grain à moudre » est bel et bien terminée. Maintenant, ils veulent tout, tout de suite. Mais, là où il y a des luttes, c'est vrai qu'il y a souvent des victoires, alors oui, il y a nécessité de luttes, d'un mouvement interprofessionnel pour bien montrer que notre adversaire est commun. Que ce soit pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, l'ennemi c'est le capitalisme. C'est là que doit être notre bataille.

**L'UD CGT 13 appelle, avec les autres UD de PACA, à une manifestation à Nice, au mois de mars, contre la montée des idées d'extrême**

**droite. Qu'est-ce qui a motivé cet engagement ?**

Cette initiative est dans la continuité de notre engagement historique contre l'extrême droite. Dans le contexte actuel, on voit qu'il y a une sur-utilisation par les médias des thèmes les plus réactionnaires. Il y a une vraie concurrence entre les divers tenants du système pour savoir qui sera le plus à droite ou à l'extrême droite...

L'extrême droite est toujours une des solutions possibles du capitalisme pour diviser le monde du travail, et tous les moyens sont bons pour ça : stigmatisation de l'immigration, peur de l'autre, discours anti-migrants...

Mais celles et ceux qui demandent l'arrêt de l'immigration « oublient » les ventes d'armes françaises, et que les migrants qui viennent chez nous fuient souvent la misère et la guerre qu'on leur exporte. Mais tout ça, c'est pour au final, mieux nous cacher qu'ils sont en train de nous voler. C'est pour ça que cette division doit être combattue sans ménagement, car elle met en difficulté notre camp social.

**Un petit mot sur ce que t'inspire l'actuelle campagne présidentielle...**

La CGT 13 entend réaffirmer son indépendance qui n'est en rien de la neutralité. Les candidatEs que nous estimons « progressistes » (et on n'y met pas toute la « gauche ») seront invités à débattre, car il y a nécessité de renforcer le camp du progrès social. Le monde du travail doit se faire entendre sur ses valeurs à rebours du discours officiel.

Alors certes on peut regretter qu'il n'y ait pas d'union à cette élection, mais sur le plan syndical non plus, il n'y en a pas. Est-ce pour cela qu'on doit renoncer ?

Pour nous, l'intérêt du monde du travail, c'est que les candidatEs qui se veulent vraiment en rupture portent des solutions, des perspectives de réel changement. Ce que nous voulons unifier, c'est le camp des travailleuses et des travailleurs, unir notre camp face au capital.

**Propos recueillis par Jean-Marie Battini**

## Vu ailleurs

**EN ISRAËL, LA POLICE ESPIONNE TOUT LE MONDE.** La police israélienne a piraté à grande échelle les téléphones de personnalités publiques, de journalistes et de membres de l'entourage de l'ex-Premier ministre Benjamin Netanyahu grâce au logiciel Pegasus, selon de nouvelles révélations publiées lundi [7 février] par un journal israélien. Après de premières révélations du quotidien économique Calcalist ayant poussé la justice à ouvrir une enquête le 20 janvier, la police avait reconnu la semaine dernière avoir utilisé des technologies d'espionnage informatique « sans mandat », sans toutefois nommer le logiciel Pegasus de la société israélienne NSO.

Lundi [7 février], le quotidien Calcalist affirme que l'usage du programme Pegasus était devenu courant pour recueillir des renseignements et qu'il a notamment été utilisé, sans autorisation judiciaire, contre Avner Netanyahu, un des fils de l'ancien Premier ministre, des conseillers médiatiques de ce dernier, des journalistes de premier plan et des maires.

« Des directeurs de cabinet de ministères, aux journalistes et aux hommes d'affaires : l'infection de masse à Pegasus a atteint tout le monde, des militants pour les droits des handicapés et des Ethiopiens, aux cadres de grandes entreprises, aux maires et aux proches du Premier ministre », d'après le quotidien.

« À l'aune des récentes publications », le commandant de la police israélienne Yaakov Shabtai a indiqué dans un communiqué avoir demandé au ministre de la Sécurité publique, Omer Bar-Lev, la création d'une enquête externe et indépendante afin de « restaurer la confiance du public » et « réguler l'usage de la technologie par la police ».

La semaine dernière, d'autres médias israéliens ont affirmé que la police était soupçonnée d'avoir piraté le téléphone d'un témoin clé dans le procès de Benjamin Netanyahu.

Le groupe israélien de cybersécurité NSO, propriétaire de Pegasus, n'a ni démenti ni confirmé la vente du logiciel à la police, soulignant qu'il n'était « en aucun cas impliqué dans le fonctionnement du système une fois vendu à des clients gouvernementaux ».

NSO s'est retrouvé exposé en 2021 après des enquêtes publiées par un consortium de 17 médias internationaux affirmant que son logiciel avait permis d'espionner les téléphones de journalistes, d'hommes politiques parmi lesquels des chefs d'Etat, des militants et des chefs d'entreprises dans différents pays.

Agence France-press, « Israël : la police accusée d'espionnage de personnalités à grande échelle », 7 février 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## L'image de la semaine

